



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service des Procédures Environnementales**

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale de la Gironde**

Arrêté

**Portant autorisation environnementale au titre
du chapitre unique du Titre VIII du Livre Ier du Code de l'environnement
autorisant la société PITCH IMMO à exploiter
un parc logistique composé de 4 entrepôts de matières combustibles sur les communes
de PEUJARD et GAURIAGUET**

**Le Préfet de la Gironde
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement, notamment le Titre VIII de son Livre I^{er} ;

VU le code de l'environnement, le Livre II - Titre I^{er} - relatif à la protection de l'eau et des milieux aquatiques et notamment les articles L.163-1, L.211-1, L.214-1 à L.214-6 et R.214-1 à R.214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil, et notamment son article 640 ;

VU le code forestier ;

VU les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin ADOUR-GARONNE 2022-2027 approuvé le 10 mars 2022 ;

VU les dispositions du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Estuaire de la Gironde et milieux associés approuvé le 30 août 2013 ;

VU l'arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté du 22/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

VU l'arrêté du 20/04/2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

VU l'arrêté du 3/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

VU l'arrêté ministériel du 29/05/2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge d)" ;

VU l'arrêté ministériel du 4/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 20 janvier 1982, modifié par l'arrêté du 31 août 1995 relatif aux espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire ;

VU l'arrêté ministériel du 8 mars 2002, relatif aux espèces végétales protégées en région Aquitaine, complétant la liste nationale ;

VU la demande d'autorisation environnementale unique au titre de la réglementation des ICPE de la loi sur l'Eau, du défrichement et des espèces protégées présentée en date du 06/06/2022 complétée le 04/08/2022, par la société PITCH IMMO pour l'exploitation d'entrepôts de matières combustibles sur le territoire des communes de PEUJARD et GAURIAGUET ;

VU l'arrêté préfectoral du 13/12/2022 portant ouverture d'une enquête publique du 03/01 au 03/02/2023 ;

VU les registres de l'enquête publique réalisée du 03/01 au 03/02/2023, le rapport et l'avis de la commission d'enquête associés en date du 03/03/2023 ;

VU l'avis de l'ARS Nouvelle-Aquitaine du 15/06/2022 ;

VU l'avis de l'autorité environnementale du 29/09/2022 ;

VU la réponse de PITCH IMMO aux observations de l'autorité environnementale, mises au dossier présenté à l'enquête publique ;

VU l'avis du CNPN (conseil national de la protection de la nature) du 14/10/2022 ;

VU les réponses de PITCH IMMO à l'avis du CNPN, communiquées le 29 novembre 2022,

VU l'avis du SDIS 33 du 18/11/2022 et l'avis complémentaire du 20/12/2022 portant spécifiquement sur les modalités de l'accessibilité au bâtiment A et les voies de circulation sur la cellule A5 (en configuration stockage 2662/2663). ;

VU l'avis émis par délibération n° 05/2022 du bureau de la CLE (commission locale de l'eau) du SAGE Estuaire de la Gironde et milieux associés en date du 21/10/2022

VU les différents avis émis par les services / organismes contributeurs (DDTM-SEN du 29/06/2022, Office français de la Biodiversité du 02/08/2022, DDTM-SAFDR du 13/07/2022) ;

VU les rapports du 17/01/2022 [rapport de la phase d'examen] et du 14/03/2023 [rapport de fin d'instruction] de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 14/03/2023 et le 22/03/2023 ;

VU le retour de l'exploitant en date du 22/03/2023 détaillant quelques observations ;

VU le retour de l'exploitant en date du 23/03/2023 précisant que l'arrêté n'appelle aucune observation de sa part ;

VU l'avis du CODERST en date du 06/04/2023 ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale en application des dispositions du Chapitre unique du Titre VIII du Livre I^{er} du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que comporte le présent arrêté assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, permettent de limiter les inconvénients et dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques (incendie...) présentés par l'installation ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'imposer des prescriptions particulières à l'opération projetée, visant à garantir la protection des intérêts mentionnés dans le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'arrêté du 24 juin 2008 (révisé) précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la disposition D41 du SDAGE Adour Garonne qui impose la compensation à hauteur de 150 % de la surface impactée ;

CONSIDÉRANT l'application de la méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides sur le site de projet impacté et sur les sites de compensation après mise en œuvre des actions écologiques ;

CONSIDÉRANT l'identification de 11.79 ha de zones humides dans l'emprise du projet et les incidences directes et indirectes du projet en phases travaux et d'exploitation sur l'altération des fonctionnalités de l'ensemble des zones humides ;

CONSIDÉRANT que la surface détruite de zone humide est de 11,14 ha et que le bénéficiaire propose une compensation de 31,63 ha (soit 270%) après l'application de la démarche Éviter, Réduire, Compenser (ERC) conformément à l'article L.163-1 du code l'environnement ;

CONSIDÉRANT que des mesures de compensation seront mises en place et que le bénéficiaire a déterminé précisément la nature et la localisation des solutions de compensation via des plans de gestion ;

CONSIDÉRANT que chacune des mesures compensatoires sont définies dans des fiches actions présentées dans des plans de gestions ;

CONSIDÉRANT qu'une convention « Obligation Réelle environnementale » tri-parties sécurisera les mesures compensatoires ;

CONSIDÉRANT que, après études de plusieurs scénarios, le choix d'implantation s'est porté, en cohérence avec les documents d'urbanisme de la Communauté de Communes du Cubzagais et des communes concernées, sur un secteur prioritaire pour le développement économique lié aux activités logistiques multimodales, en bordure de grandes infrastructures de transport, il n'existe pas d'autre solution alternative au projet générant moins d'impacts environnementaux ;

CONSIDÉRANT que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces visées par la demande dans leur aire de répartition naturelle, notamment du fait des mesures d'évitement, d'atténuation et de compensation à la destruction, l'altération ou

à la dégradation des stations d'espèces végétales, des aires de repos et des sites de reproduction des espèces animales concernées ainsi qu'à la destruction ou à la perturbation intentionnelle de spécimens de ces espèces,

CONSIDÉRANT que, dans la perspective de rééquilibrer l'offre logistique autour de la métropole bordelaise, le projet, qui vise à dynamiser l'économie du territoire de la Communauté de Communes du Cubzagais et à sécuriser et développer le bassin d'emploi local, présente à ce titre une raison impérieuse d'intérêt public majeur, de nature économique et sociale,

CONSIDÉRANT que les opérations de défrichement devront être réalisées sur les parcelles concernées dans les conditions prévues dans la demande d'autorisation environnementale susvisée ;

CONSIDÉRANT que la présente autorisation environnementale vaut autorisation au titre des législations liées aux ICPE, à la loi sur l'eau (IOTA), aux dérogations espèces et habitats protégés et au défrichement ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de GIRONDE ;

ARRETE

Titre Ier

Portée de l'autorisation et conditions générales

Article 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

La société PITCH IMMO, filiale du groupe ALTAREA, dont le siège social est 87 rue de Richelieu à PARIS, est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 1.2, pour les installations détaillées, dont l'exploitation est réalisée au sein du futur Parc d'activités Hexahub Aquitaine sur le territoire des communes de PEUJARD et GAURIAGUET, dans les articles suivants sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

Article 1.2 - Liste des installations concernées par l'autorisation environnementale

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation de la rubrique	Situation de l'établissement	Régime – Rayon d'affichage
Classement en lien avec les activités de stockage « classiques »			
1510-1	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts. 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39.a de l'annexe de l'article R. 122-2 du Code de l'Environnement (A). 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m ³ (A), b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ (E), c) Supérieur ou égale 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ (DC).	<u>Projet soumis à évaluation environnementale systématique</u> Bâtiment A : 365 927 m ³ Bâtiment B : 245 230 m ³ Bâtiment C : 480 185 m ³ Bâtiment D : 978 865 m ³ Volume total de 2 070 207 m³	A – 1 km

Rubrique	Désignation de la rubrique	Situation de l'établissement	Régime – Rayon d'affichage
Classement en lien avec les « utilités »			
2910-A.2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>1 Supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW (E),</p> <p>2 Supérieur ou égal à 1 MW mais inférieur à 20 MW (DC).</p>	<p>Puissance thermique totale pour le site d'environ 10,5 MW (chaufferies alimentées au gaz)</p>	DC
2925	<p>Atelier de charge d'accumulateurs.</p> <p>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW (D).</p>	<p>Puissance totale supérieure à 50 kW</p>	D

Rubrique	Désignation de la rubrique	Situation de l'établissement	Régime – Rayon d'affichage
Classement en lien avec les activités de stockage de marchandises « spécifiques » ne relevant pas de la directive SEVESO III			
1436-1	<p>1436. Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1 Supérieure ou égale à 1 000 t (A),</p> <p>2 Supérieure à 100 t, mais inférieure à 1000 t (D).</p>	<p>Quantité stockée maximale : 900 tonnes</p>	D
1450-1	<p>Solides inflammables (stockage ou emploi)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1 Supérieure ou égale à 1 t (A),</p> <p>2 Supérieure à 50 kg, mais inférieure à 1 t (D).</p>	<p>Quantité stockée maximale : 150 tonnes</p>	A – 1 km
1630-1	<p>Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de).</p> <p>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1 Supérieure ou égale à 250 t (A),</p> <p>2 Supérieure ou égale à 100 t et inférieure à 250 t (D).</p>	<p>Quantité stockée maximale : 500 t</p>	A – 1 km
2171-1	<p>Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole.</p> <p>1 Le dépôt étant supérieur à 200 m³ (D)</p>	<p>Volume maximal susceptible d'être stocké : 200 m³</p>	D

Rubrique	Désignation de la rubrique	Situation de l'établissement	Régime – Rayon d'affichage
Classement en lien avec les activités de stockage de marchandises « spécifiques » ne relevant pas de la directive SEVESO III			
4801-1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1 Supérieure ou égale à 500 t (A), 2 Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t. (D).	Quantité stockée maximale : 1 000 t	A – 1 km

Rubrique	Désignation de la rubrique	Situation de l'établissement	Régime – Rayon d'affichage
Classement en lien avec les activités de stockage de marchandises « spécifiques » relevant de la directive SEVESO III			
4110-2	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2 Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure à 250 kg (A), b) Supérieure ou égale à 50 kg mais inférieure à 250 kg (DC).	Quantité stockée maximale : 200 kg	DC
4120-2	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2 Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure à 10 t (A), b) Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t (D).	Quantité stockée maximale : 9 t	D
4130-2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2 Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure à 10 t (A), b) Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t (D).	Quantité stockée maximale : 9 t	D
4140-2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2 Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure à 10 t (A), b) Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t (D).	Quantité stockée maximale : 9 t	D

Rubrique	Désignation de la rubrique	Situation de l'établissement	Régime – Rayon d'affichage
Classement en lien avec les activités de stockage de marchandises « spécifiques » relevant de la directive SEVESO III			
4150-2	Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1 Supérieure ou égale à 20 t (A), 2 Supérieure ou égale à 5 t et inférieure à 20 t (D).	Quantité stockée maximale : 15 t	D
4320-2	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1 Supérieure ou égale à 150 t (A), 2 Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t (D).	Quantité stockée maximale : 60 t	D
4321-2	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1 Supérieure ou égale à 5 000 t (A), 2 Supérieure ou égale à 500 t et inférieure à 5 000 t (D).	Quantité stockée maximale : 500 t	D
4330-2	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1 Supérieure ou égale à 10 t (A), 2 Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t (DC),	Quantité stockée maximale : 2 t	DC
4331-3	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330 La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1 Supérieure ou égale à 1 000 t (A), 2 Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t (E), 3 Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC).	Quantité stockée maximale : 90 t	DC
4441-2	Liquides comburants catégories 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1 Supérieure ou égale à 50 t (A), 2 Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t (D).	Quantité stockée maximale : 4 t	D
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1 Supérieure ou égale à 100 t (A), 2 Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t. (DC).	Quantité stockée maximale : 19 t	NC

Rubrique	Désignation de la rubrique	Situation de l'établissement	Régime – Rayon d'affichage
Classement en lien avec les activités de stockage de marchandises « spécifiques » relevant de la directive SEVESO III			
4511	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> Supérieure ou égale à 200 t (A), Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t. (DC). 	<p>Quantité stockée maximale :</p> <p>99 t</p>	NC
4718-1	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> Pour le stockage en récipients à pression transportables <ol style="list-style-type: none"> Supérieure ou égale à 35 t (A), Supérieure ou égale à 6 t, mais inférieure à 35 t (DC). 	<p>Quantité stockée maximale :</p> <p>3 t</p>	NC
4734-2	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas : kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazole (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitutions pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matières d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : <ol style="list-style-type: none"> Supérieure ou égale à 2 500 t (A), Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t (E), Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t (DC). 	<p>Quantité stockée maximale :</p> <p>2 t</p>	NC
4741-2	<p>Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> Supérieure ou égale à 200 t (A), Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t. (DC). 	<p>Quantité stockée maximale :</p> <p>19 t</p>	NC

Rubrique	Désignation de la rubrique	Situation de l'établissement	Régime – Rayon d'affichage
Classement en lien avec les activités de stockage de marchandises « spécifiques » relevant de la directive SEVESO III			
4755-2.b	Alcool de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : a Supérieure ou égale à 500 m ³ (A), b Supérieure ou égale à 50 m ³ (DC).	Quantité maximale stockée : 450 m³	DC

A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration, NC : Non classé

L'établissement projeté ne relève pas du statut SEVESO ni par dépassement direct d'un seuil ni par l'application de la règle du cumul.

Liste des installations concernées par une rubrique de la loi sur l'eau :

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements sont soumis à autorisation au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Les rubriques définies au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Volume de l'opération	Régime
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).	3 piézomètres (site de Lugon) 3 piézomètres (site de Salignac)	Déclaration
3.2.3.0	Plans d'eau, permettant ou non: 1° dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Création de bassins "eaux pluviales" d'une surface cumulée de 0,14 ha	Déclaration
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Projet d'une surface de 38 ha	Autorisation
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) ; 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).	Destruction de 11,14 ha de zones humides	Autorisation

Les installations concernées sont implantées sur un terrain d'une superficie de l'ordre de 38,0454 ha sur les parcelles cadastrales ci-dessous des communes de PEUJARD et de GAURIAGUET :

COMMUNE	SECTION	N° DE PARCELLE	EMPRISE DU PROJET SUR LA PARCELLE EN M2
PEUJARD	ZD	63	3820
PEUJARD	ZD	64	2600
PEUJARD	ZD	65	3860
PEUJARD	ZD	220	255
PEUJARD	ZD	224	6672
PEUJARD	ZD	228	72
PEUJARD	ZD	229	86
PEUJARD	ZD	230	4284
PEUJARD	ZD	678 partie	373
PEUJARD	ZD	696	657
GAURIAGUET	WA	85	5770
GAURIAGUET	WA	86 partie	4667
GAURIAGUET	WL	1	1645
GAURIAGUET	WL	2	3395
GAURIAGUET	WL	3	11105
GAURIAGUET	WL	4	4800
GAURIAGUET	WL	5	25278
GAURIAGUET	WL	9	37706
GAURIAGUET	WL	10	4965
GAURIAGUET	WL	12	7195
GAURIAGUET	WL	13	9811
GAURIAGUET	WL	178	1338
GAURIAGUET	WL	179	12897
GAURIAGUET	WL	184	720
GAURIAGUET	WL	185	23593
GAURIAGUET	WL	186	2
GAURIAGUET	WL	200	2021
GAURIAGUET	WL	214	1202
GAURIAGUET	WL	215	1227
GAURIAGUET	WM	6	4360
GAURIAGUET	WM	7	23388
GAURIAGUET	WM	8	4775
GAURIAGUET	WM	9	25690
GAURIAGUET	WM	57	1152
GAURIAGUET	WM	58	1943
GAURIAGUET	WM	59	459
GAURIAGUET	WM	60	1283
GAURIAGUET	WM	61	2040
GAURIAGUET	WM	63	1767
GAURIAGUET	WM	64	950
GAURIAGUET	WM	65	6476
GAURIAGUET	WM	67	19368
GAURIAGUET	WM	70	21182
GAURIAGUET	WM	71	4547
GAURIAGUET	WM	74	3850
GAURIAGUET	WM	76	7371
GAURIAGUET	WM	77	824
GAURIAGUET	WM	78	1968
GAURIAGUET	WM	79	7560
GAURIAGUET	WM	80	1478
GAURIAGUET	WM	81	7181
GAURIAGUET	WM	90	8413
GAURIAGUET	WM	170 partie	18995
GAURIAGUET	WM	180	7914

GAURIAGUET	WM	181	7914
GAURIAGUET	WM	182	1250
GAURIAGUET	WM	183	1250
GAURIAGUET	WM	186	922
GAURIAGUET	WM	187	2168

Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du Code de l'environnement.

Article 1.3 – Consistance des installations autorisées

Le projet consiste en la création de 4 bâtiments à usage d'entrepôt et de bureaux d'une surface plancher totale de 159 722 m² divisés en 26 cellules de stockage. Toutes les cellules de stockage font moins de 6 000 m².

Les entrepôts contiendront également des locaux techniques (locaux source pour le sprinklage et l'incendie, local chaufferie, local électrique TGBT...) et notamment des locaux de charges pour les chariots de manutention.

Les bâtiments auront les caractéristiques suivantes :

	Inventaire des cellules	Surface dédiée au stockage	Volume
Bâtiment A	A1 : 4 900 m ² A2 : 5 300 m ² A3 : 5 540 m ² A4 : 5 540 m ² A5 : 5 430 m ²	26 710 m ²	365 927 m ³
Bâtiment B	B1 : 5 980 m ² B2 : 5 940 m ² B3 : 5 980 m ²	17 900 m ²	245 230 m ³
Bâtiment C	C1 : 5 950 m ² C2 : 5 910 m ² C3 : 5 910 m ² C4 : 5 910 m ² C5 : 5 910 m ² C6 : 5 460 m ²	35 050 m ²	480 185 m ³
Bâtiment D	D1 : 5 890 m ² D2 : 5 960 m ² D3 : 5 960 m ² D4 : 5 960 m ² D5 : 5 960 m ² D6 : 5 960 m ² D7 : 5 960 m ² D8 : 5 960 m ² D9 : 5 960 m ² D10 : 5 960 m ² D11 : 5 960 m ² D12 : 5 960 m ²	71 450 m ²	978 865 m ³

Article 1.4 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale déposée par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Article 1.5 Durée de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation (*a minima* un bâtiment) n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du Code de l'environnement.

Article 1.6 Modifications

Modification du champ de l'autorisation

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du Code de l'environnement, le bénéficiaire de

l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

En particulier, la modification de l'organisation des stockages doit faire l'objet d'un porter à connaissance.

Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées par le présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Changement d'exploitant

En application des articles L.181-15 et R.181-47 du Code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent ce transfert.

Article 1.7 Cessation d'activités

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Titre II – Prescriptions techniques générales

Article 2.1 Textes applicables

Les installations sont notamment (liste non exhaustive) exploitées conformément aux arrêtés ministériels suivants :

- arrêté ministériel du 11/04/2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement à l'exception de l'assertion suivante du point 3.3.1 de l'annexe II indiquant « **au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres** » ; ce point n'est pas respecté pour les murs séparatifs des cellules A1/A2, B1/B2 et B2/B3 ;

- arrêté ministériel du 22/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 à l'exception d'une partie de l'article 2.3 relatif au comportement au feu des bâtiments qui sont remplacés par les dispositions prévues dans le dossier de demande d'autorisation ;

- arrêté ministériel du 3/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

-arrêté ministériel du 29/05/2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 " accumulateurs (ateliers de charge d)" ;

-arrêté ministériel du 4/10/2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

arrêté ministériel du 2/02/1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

En cas d'évolution de ces textes, la version la plus récente sera appliquée selon les conditions applicables aux installations existantes.

L'exploitant est tenu de réaliser une veille réglementaire lui permettant de garantir la conformité de ses installations en cas d'évolution des textes.

Article 2.2 Comportement au feu des zones de stockage de liquides inflammables (4330 et 4331)

Les dispositions suivantes de l'article 2.3 de l'arrêté du 22/12/2008 susvisé - « *en ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux A1 ainsi que l'isolant thermique (s'il existe). L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) satisfait la classe et l'indice BROOF (t3)* » - sont remplacées par les dispositions suivantes :

Afin de conserver une toiture homogène à l'entrée des bâtiments de stockage de matières combustibles, la couverture des sous-cellules abritant des liquides inflammables (dont ceux relevant des rubriques 4330 et 4331) sont dotés de supports réalisés en matériaux A2 s1 d0 (équivalent à l'exigence M0 pour les matériaux incombustibles).

Le reste des dispositions de l'article 2.3 suscitée demeure applicable aux installations de stockage de liquides inflammables classés à Déclaration sous les rubriques 4330 et 4331.

Article 2.3 Voies échelles (1510)

Les dispositions suivantes du point 3.3.1 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 modifié susvisé - *« au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres »* - sont remplacées par les dispositions suivantes :

La longueur des murs séparant les cellules des différents bâtiments sera supérieure à 50 mètres, deux façades de chaque bâtiment seront desservies par des aires de mise en station des moyens aériens à l'exception des murs séparatifs des cellules A1/A2, B1/B2 et B2/B3 pour lesquels les contraintes techniques et opérationnelles sont importantes. Afin de compenser ces contraintes, les trois murs séparatifs concernés seront REI 240 et ne seront desservis que sur une façade par une aire de mise en station de moyens aériens.

Le reste des dispositions du point 3.3.1 suscitée demeure applicable aux installations de stockage de matières combustibles 1510 soumises à Autorisation.

Titre III – Prescriptions techniques particulières et complémentaires

Les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées et/ou précisées par celles des articles du présent titre.

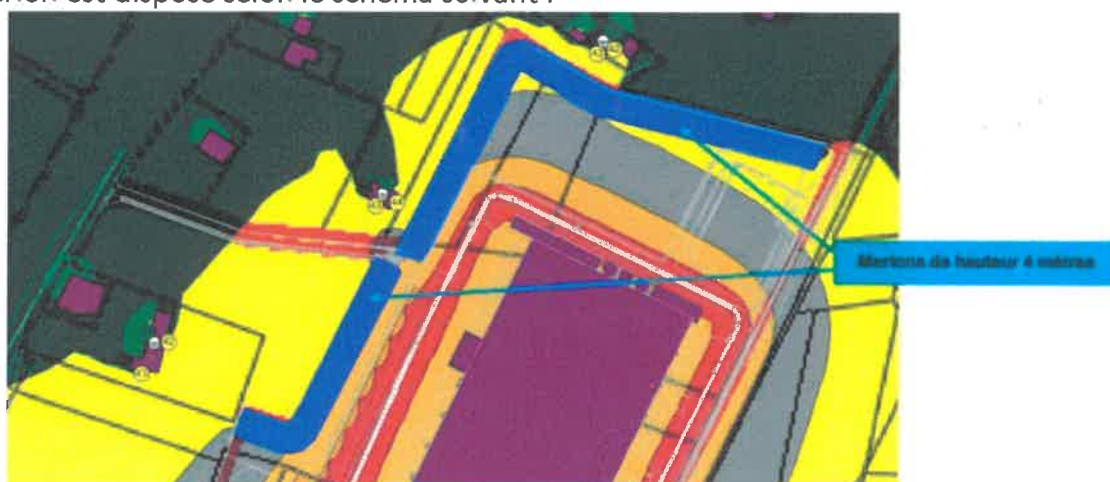
Article 3.1 Prévention des nuisances sonores

Des contrôles de niveaux sonores et de l'émergence sont réalisés par l'exploitant dans les 3 mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation, puis tous les 3 ans, conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, pour vérifier l'absence de dépassement des valeurs réglementaires.

Dans le cas où les résultats ne seraient pas satisfaisants, des mesures de réduction des nuisances devront être mises en place et leur efficacité vérifiée par une étude acoustique complémentaire.

Afin de limiter l'impact de l'établissement sur l'ambiance sonore du secteur, l'exploitant met en place des protections de type merlons acoustiques d'une hauteur minimale de 4 mètres au Nord et Nord- Ouest du parc logistique.

Le merlon est disposé selon le schéma suivant :



Article 3.2 Prévention de la prolifération des moustiques et du chikungunya

L'exploitant met en place les aménagements adaptés afin de limiter la prolifération de moustiques et du chikungunya.

Il tient à disposition de l'inspection des installations classées et de l'agence régionale de santé les éléments justifiant de leur mise en place et de leur bon fonctionnement.

Article 3.3 Prévention de l'aléa de retrait / gonflement d'argiles

Le parc logistique est situé sur un secteur où le risque global lié au retrait – gonflement des argiles est considéré comme fort (zone rouge).

À cet effet, l'exploitant met en place les aménagements adaptés afin de garantir la tenue des installations au niveau d'intensité précité. En ce sens, les fondations des bâtiments de stockage de matières combustibles devront être adaptées et renforcées pour résister au risque de retrait – gonflement des argiles.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des éléments permettant de démontrer que ce risque a été pris en compte à la construction des installations.

Article 3.4 Dispositions constructives des installations de stockage de matières combustibles et connexes

En sus des dispositions constructives déjà applicables, les installations de stockage de matières combustibles (ie. pour les 4 bâtiments entrepôts) doivent respecter les prescriptions suivantes :

-les façades accueillant des quais de chargement / de déchargement sont en bardage double peau. Les parois de pignons et les façades ne comportant pas de quais devront être REI 120 sans exception ;

-l'ensemble des murs séparatifs de cellules et les portes séparant ces cellules sont REI 120 à l'exception des murs séparatifs suivants A1/A2, A2/A3, A3/A4, A4/A5, B1/B2, B2/B3 qui devront être de classe REI 240 ; les portes séparant ces cellules devront être de classe EI 240 à fermeture automatique ;

Les degrés de résistance au feu des murs séparatifs de l'ensemble des cellules sont indiqués au droit de ces murs à chacune de leur extrémité et doivent être aisément repérables depuis l'extérieur par une pancarte signalétique permettant leur matérialisation.

Les murs séparatifs dépasseront de 1 m en toiture. Un prolongement latéral de 1 m le long du mur extérieur (déport de 0,5 m dans chaque cellule) sera présent sauf dans le cas où le mur extérieur est REI 120.

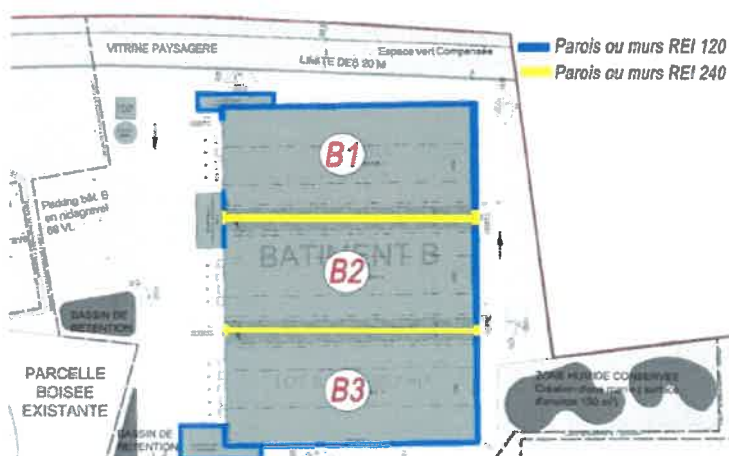
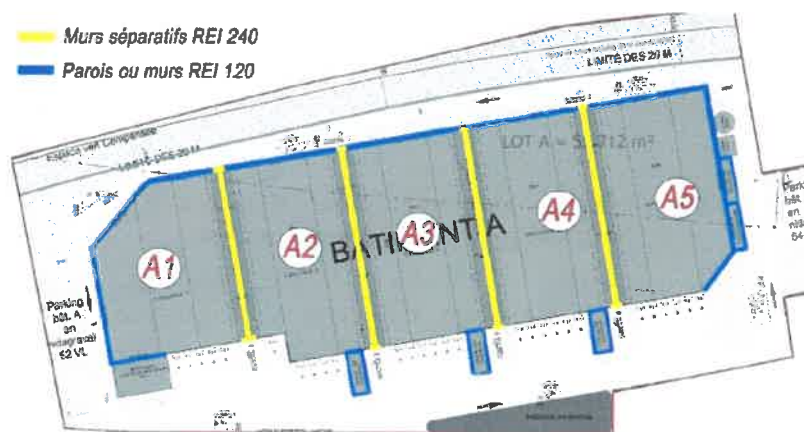
Aussi, les fixations des éléments de structure des murs REI 120 et REI 240 supra doivent être respectivement REI 120 et REI 240 (sauf pour la façade de quai).

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les pièces (certificats de conformité, attestation d'organismes de contrôle...) justifiant le comportement au feu du bâtiment (murs, planchers hauts, portes, fixations...).

Enfin pour les murs extérieurs de classe REI 120 (tous à l'exception de ceux donnant sur les façades de quais), les portes aménagées (dont issues de secours donnant sur l'extérieur) sur les murs périphériques des bâtiments couverts doivent être EI 120 et munies d'un ferme porte.

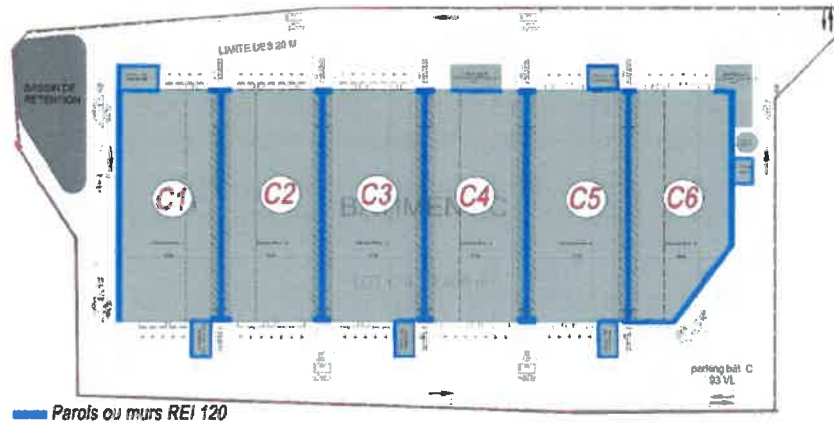
Les dispositions constructives de chacune des 4 bâtiments de stockage de matières combustibles sont présentées ci-dessous sur les schémas par bâtiment :

Bâtiment A :

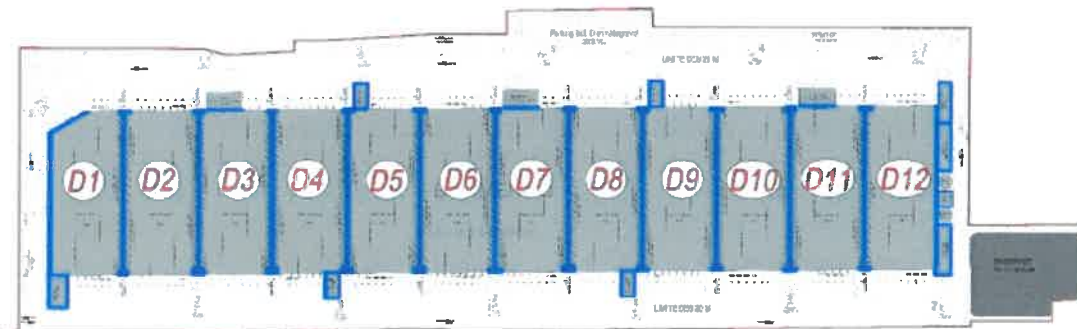


Bâtiment B :

Bâtiment C :



Bâtiment D :



Article 3.5 Capacités techniques : moyens humains dédiés aux missions de suivi des thématiques environnementales

L'exploitant dispose de ressources humaines compétentes et disponibles en toutes circonstances pour garantir les missions de suivi des thématiques environnementales. Du personnel dûment formé à ces thématiques est présent sur site.

Article 3.6 Revêtement des sols et une partie des murs des locaux de charge d'accumulateurs

L'exploitant est autorisé à réaliser des opérations périodiques d'appoint en électrolyte (acide sulfurique notamment) des batteries des engins de manutention dans les locaux de charge d'accumulateurs présents au sein des installations.

Pour prévenir les risques de pollution lors de ces opérations d'appoint, le sol et les murs des locaux de charge doivent être recouverts, sur une hauteur d'un mètre a minima pour les murs, d'un revêtement étanche et résistant à l'action de l'électrolyte appointé. Un regard borgne étanche est mis en place, au point bas de chaque local de charge, pour recueillir les écoulements éventuels d'acides.

Article 3.7 Dispositions particulières prises pour les stockages de matières dangereuses, aérosols, matières inflammables et alcools de bouche vis-à-vis des zones de bureaux / locaux sociaux

Les matières dangereuses classées sous les rubriques 4510, 4511 et 4741 de la nomenclature des ICPE devront être stockées uniquement dans des cellules non-contiguës à des bureaux / locaux sociaux. En revanche au sein des cellules contiguës à des bureaux / locaux sociaux, ces produits pourront être présents en quantité limitée uniquement au niveau des quais et de la zone de picking dans la cellule.

Les matières inflammables (1436 / 1450 / 4330 / 4331 / 4734), alcools de bouche dont le titre alcoométrique est supérieur à 40° (4755) et aérosols (4320 / 4321 / 4718) sont stockés exclusivement dans des sous-cellules spécifiquement dédiées positionnées au sein de chacun des bâtiments de stockage. Aucun de ces produits n'est autorisé à être stocké dans les cellules en dehors des sous-cellules et de fait, dans les cellules directement contiguës à des bureaux / locaux sociaux.

Article 3.8 Modalités de stockage et quantités maximales autorisées de produits / matières par cellules, sous-cellules dans chacun des 4 bâtiments de stockage

La répartition des produits / matières au sein des installations est donnée en annexe 1 du présent arrêté. Les quantités maximales à ne pas dépasser y sont également précisées.

Les modalités de stockages effectués dans les différents bâtiments sont synthétisées ci-dessous :

-bâtiment A : stockage exclusivement réalisé en racks. La hauteur de stockage est de 12 mètres au plus sauf pour la cellule A1 où la hauteur des stockages de matières assimilables 2662 / 2663 est limitée à 10 m ;

-bâtiment B : stockage exclusivement réalisé en racks. La hauteur de stockage est de 12 mètres au plus sauf pour la cellule B1 où la hauteur des stockages de matières assimilables 2662 / 2663 est limitée à 10 m ;

-bâtiment C : stockage exclusivement réalisé en racks. La hauteur de stockage est de 12 mètres au plus.

-bâtiment D : stockage exclusivement réalisé en racks. La hauteur de stockage est de 12 mètres au plus.

-à l'exception de certaines cellules de stockage du bâtiment A, chaque cellule de stockage est constituée de 8 racks doubles et de 2 racks simples aux extrémités des cellules. De manière générale, les caractéristiques des racks ci-dessus sont les suivantes :

- un rack double fait 2,6 m de largeur ;
- un rack simple fait 1,3 m de largeur ;
- la largeur des allées entre racks est au minimum de 3,3 m.

En cas de modifications des conditions de stockages des matières combustibles en cellules (passage d'un stockage racks à un stockage en masse sous forme d'îlots par exemple), l'exploitant réalise préalablement une mise à jour des études thermiques sous Flumilog et transmet un rapport à connaissance auprès de l'administration avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires démontrant que la maîtrise du risque est acceptable et reste dans l'enceinte de la demande d'autorisation environnementale susvisée.

Enfin, la hauteur de stockage des matières dangereuses liquides et des aérosols, tant en cellules que dans les sous-cellules, est plafonnée à 5 m. En revanche, des stockages de combustibles pourront être faits au-dessus des zones de stockage de matières dangereuses liquides et d'aérosols.

Par ailleurs, les zones de picking (préparation et réception de commandes), et celles situées au niveau des quais de chargement de tous les bâtiments, ne peuvent admettre de matières combustibles au-delà de 2,4 mètres de hauteur. En cas de dépassement de ces hauteurs, l'exploitant est tenu de mettre à jour / de compléter son étude de dangers (EDD) pour y intégrer

les modélisations des effets thermiques associées aux stockages effectués dans les zones de picking.

Article 3.9 Interdictions de livrer et d'expédier des marchandises spécifiques par voie ferrée

Sauf à revoir l'étude de dangers et les mesures préventives et de protection pour rendre les risques acceptables, les livraisons et les expéditions de marchandises spécifiques (inflammables : 1436/1450/4330/4331/4734/4755 et aérosols : 4320/4321) par l'intermédiaire de la voie ferrée, présente sur site, sont strictement interdites.

Article 3.10 Besoin en eau pour la défense incendie

Les besoins en eau pour assurer la défense contre un incendie susceptible de survenir d'un bâtiment de la plateforme logistique doivent être *a minima* de 390 m³/h pendant une durée minimale de deux heures.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection les justificatifs permettant de démontrer que le débit horaire précité peut être mobilisé en toutes circonstances.

En cas de recours à des moyens d'alimentation en eau externes à l'établissement, l'exploitant établit une convention avec le gestionnaire de ces moyens afin de définir les modalités de mutualisation et d'accès à ces derniers.

Pour assurer la défense incendie requise à hauteur de 390 m³/h pendant deux heures, l'exploitant dispose d'un réseau de poteaux incendie desservant l'ensemble des installations. L'ensemble des poteaux incendie, valorisés dans la défense incendie de la plateforme logistique, doit être situé au plus à 100 m des installations à protéger et chaque poteau n'est pas distant de plus de 150 mètres d'un autre. Les aires de stationnement et les poteaux incendie associés sont positionnés en dehors des effets thermiques d'intensité allant au-delà des 5 kW/m² (effets létaux).

Le réseau de poteaux incendie est alimenté par l'intermédiaire d'un surpresseur associé à deux réserves d'eau de capacité individuelle de 540 m³ ; le surpresseur, situé dans un local dédié, pourra délivrer un débit minimal de 390 m³/h (et réglable jusqu'à 540 m³/h) à une pression inférieure à 7 bar. Ce réseau d'eau permet également l'alimentation des robinets d'incendie armés (RIA) des bâtiments de stockage de matières combustibles.

Depuis le local surpresseur, une canalisation incendie de diamètre 110 mm permet la desserte des poteaux incendie supra sur les espaces communs le long de la voirie. La pression au poteau le plus proche du local pompe ne doit pas être supérieure à 7 bar au-delà de cette pression, il existe un risque d'endommagement des pompes des engins du SDIS. En cas d'impossibilité, l'exploitant étudie et met en place une pompe auto-régulée permettant de délivrer une pression adaptée au nombre de poteaux utilisés.

En cas de débit simultané délivré par l'ensemble des poteaux supra inférieur aux 390 m³/h pendant deux heures par les moyens valorisés par l'exploitant pour sa DCI, l'exploitant met en place les moyens complémentaires pour disposer d'une ressource en eau suffisante.

L'exploitant réalise chaque année des mesures de débits individuels et en simultanés du réseau de poteaux incendie valorisés (de façon unitaire, chaque poteau doit délivrer *a minima* 60 m³/h sous 1 bar). Les essais en simultané devront couvrir les poteaux incendie les plus défavorisés du réseau incendie (ie. en termes d'éloignement par rapport à la source ou bien aux implantations où les pertes de charge sont les plus importantes...).

Par ailleurs afin de pallier une éventuelle panne de la pomperie du réseau de poteaux incendie privés, l'exploitant met en place sur la réserve d'eau associée des prises incendie qui doivent permettre aux sapeurs pompiers de s'alimenter en aspiration par branchement direct sur la réserve incendie. Chaque réserve doit donc être équipée de 4 modules d'aspiration (composés de 4 colonnes d'aspiration de 150 mm munies chacune de 2 sorties de 100 mm). Chaque colonne doit être munie d'une aire de mise en aspiration de dimension 4 m sur 8 m (chacune étant située en dehors des effets thermiques létaux).

Une mention écrite est apposée sur les réserves en précisant le volume d'eau disponible et la mention « *réserve incendie à utiliser uniquement en cas de défaillance du groupe pompe (réseau*

de poteaux incendie HS) ».

Article 3.11 Moyens de détection et de protection contre l'incendie mobilisables

En sus des réglementations déjà applicables aux installations, l'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie et comportant au minimum les matériels suivants :

- pour chacun des 4 bâtiments de stockage de matières combustibles, une installation spécifique d'extinction automatique, adaptée et qualifiée aux matières stockées pour garantir une extinction efficace, couvrant l'ensemble des cellules et sous-cellules du bâtiment et des locaux techniques (local source, locaux de charge des accumulateurs, local TGBT, local chaudière, local abritant le surpresseur alimentant le réseau incendie du parc logistique...) est installée. Chaque installation de sprinklage est associée à 1 cuve aérienne de 680 m³ d'eau et à deux groupes motopompes diesels débitant chacun 680 m³/h ; ces motopompes sont à démarrage automatique. Les pomperies alimentant les réseaux de sprinklage sont secourues de manière à assurer la continuité d'énergie en cas de pertes d'utilités ;

- chaque sous-cellules dédiées au stockage de marchandises dangereuses est dotée de dispositifs spécifiques comportant des moyens adaptés au risque à couvrir (**sprinklage en nappe et émulseurs**) ; l'exploitant est en mesure de démontrer que les moyens en place sont suffisants et correctement dimensionnés pour assurer une extinction efficace ; à cet effet, les caractéristiques des motopompes, les volumes d'eau et d'émulseur nécessaires sont justifiés par l'exploitant. En complément, les sous-cellules sont dotées de zones de collecte permettant de limiter l'étendue d'une éventuelle nappe enflammée. Ces zones de collecte sont associées à des rétentions déportées enterrées. Enfin, les canalisations reliant les zones de collecte à la rétention déportée sont dotées d'un siphon coupe-feu ;

- les zones de picking (ie. zones de préparation et réception de commandes) intérieures aux bâtiments, et celles situées au niveau des quais, sont également sprinklées et le stockage de matières combustibles dans ces zones est au plus de 2,4 mètres ;

- des robinets d'incendie armés (RIA) et des extincteurs qui répondent aux normes en vigueur et protégés du gel ;

- d'extincteurs mobiles sur roues d'une capacité minimale de 50 kg en agent d'extinction dans les locaux techniques non protégés par un système de type sprinklage ; ces extincteurs sont déployés à des emplacements pertinents et en quantité adaptée pour permettre l'attaque d'un feu naissant ;

- une détection automatique d'incendie (DAI) avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire au niveau des zones de stockage (des reports visuels et sonores audibles en tout point du bâtiment pendant le temps d'évacuation du bâtiment, sont installés). Cette fonction peut être assurée par le système d'extinction automatique.

De plus, la DAI est généralisée et raccordée à la télésurveillance mise en place au sein de l'entrepôt ; en effet en dehors des heures ouvrées, la surveillance de l'entrepôt est réalisée par une société extérieure de télésurveillance par télétransmission des alarmes.

Pour les zones où du stockage de plastiques est également réalisé, la détection automatique d'incendie « normal » est complétée par d'autres systèmes de type détecteurs de fumée adaptés.

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment). Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre ; à l'exception de chaque système d'extinction automatique d'incendie présent dans chacun des 4 bâtiments et le système de surpresseur alimentant les PEI du site qui sont contrôlés tous les 6 mois par un organisme agréé, les moyens de détection et de lutte incendie font l'objet de contrôle annuel.

De plus, les fixations des groupes motopompes incendie et de leurs châssis se doivent être adaptées et permettront de résister aux vibrations pour permettre leur utilisation prolongée

pour garantir une extinction efficace via le sprinklage alimenté. Ces fixations, comme le reste des dispositifs en lien avec les installations de défense incendie (sprinklage et réseau sur-pressé) font l'objet de contrôles semestriels par un organisme agréé.

Des essais hebdomadaires de bon fonctionnement et de démarrage sont réalisés sur les groupes motopompes incendie supra ainsi que sur les batteries de secours desdits groupes par la réalisation d'essai de décharge permettant de garantir leur conformité.

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

En outre, les mesures minimales mises en place pour répondre au point supra sont les suivantes :

- l'arrêt des travaux par point chaud et leur interdiction jusqu'au retour effectif de la disponibilité du système d'extinction automatique ;
- le déploiement d'un gardiennage physique sur site 24h/24 par du personnel formé et apte à réaliser des gestes de 1^{ère} et de 2^{nde} intervention ;
- le déploiement de consignes particulières de vigilance (maintien des portes coupe-feu au droit des séparations entre cellules en dehors des heures ouvrées...) ;
- le renforcement des moyens mobiles de défense incendie (mise en place d'extincteurs adaptés supplémentaires...).

Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation. L'ensemble de ces mesures est inclus dans le plan de défense incendie (PDI) mentionné dans le présent arrêté par la suite.

Article 3.12 Confinement des eaux d'extinction d'incendie pour l'ensemble de la plateforme

En cas de sinistre, les eaux d'extinction d'incendie potentiellement polluées doivent être retenues sur le site afin d'éviter toute pollution.

La gestion hydraulique des eaux d'extinction d'incendie est répartie de manière indépendante au droit des quatre lots comprenant les bâtiments de stockage de matières combustibles et locaux annexes.

À cet effet et pour le scénario majorant lié à l'incendie de la cellule la plus dimensionnantes de chaque bâtiment de stockage de matières combustibles, la capacité D9A minimale à garantir doit être :

-de 2488 m³ pour le lot comprenant le bâtiment A ; la disponibilité de ce volume sera garantie par la création d'un bassin étanche de confinement aérien de 955 m³ et à un bassin souterrain de 1581 m³ ;

-de 1921 m³ pour le lot comprenant le bâtiment B ; la disponibilité de ce volume sera garantie par la création de deux bassins étanches aériens de capacités respectives de 235 m³ et 540 m³ et d'un bassin étanche de confinement aérien de 955 m³ et à un bassin souterrain étanche de 1185 m³ ;

-de 2740 m³ pour le lot comprenant le bâtiment C ; la disponibilité de ce volume sera garantie par la création d'un bassin étanche de confinement aérien de 2468 m³ associé à des tuyauteries enterrées garantissant une capacité de 327 m³ ;

-de 6000 m³ pour le lot comprenant le bâtiment D ; la disponibilité de ce volume sera garantie par la création d'un bassin étanche de confinement aérien de 5517 m³ associé à des tuyauteries enterrées garantissant une capacité de 503 m³.

L'exploitant s'assure que les volumes globaux de confinement par zones sont respectés. En cas de modification des capacités de stockages des bassins et des réseaux enterrés à l'issue de la réception des installations, l'exploitant les transmet à l'administration et justifie que la capacité D9A par zones n'est pas remise en question.

L'ensemble des bassins étanches (enterrés, aériens...) du site sont pourvus de vannes d'isolement dont la manœuvre est possible manuellement et automatiquement (en cas d'apparition d'une alarme feu sur la centrale incendie de l'établissement). Des séparateurs d'hydrocarbures, correctement dimensionnés, sont également présents aux emplacements requis.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection l'ensemble des justificatifs permettant d'attester des capacités réelles des zones valorisées pour le confinement des eaux d'extinction.

La hauteur maximale des eaux d'extinction venant à être stockées au niveau des voiries des quais de déchargement, est au plus de 20 cm.

Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

Les dispositifs d'isolement et de maintien des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome) et à partir d'un poste de commande à distance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

A titre de précision, les commandes des dispositifs d'obturation doivent être signalées et accessibles afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel, ou en son absence par les sapeurs-pompiers. Une signalétique « mode normal » et « mode incendie / pollution » doit être apposée directement sur la vanne ou l'organe afin de pouvoir vérifier, dans n'importe quelle circonstance, le « statut » de la rétention.

Pour ce qui est du volume d'eaux d'extinction confinées au droit des chaussées, des revêtements de sols intérieurs des bâtiments de stockage... l'exploitant définit une organisation visant à garantir une parfaite étanchéité du revêtement de sol. En outre, des contrôles périodiques de la conformité dudit revêtement sont effectués *a minima* tous les ans. En cas de désordres susceptibles de remettre en cause son étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de sa réparation.

Pour ce qui concerne le confinement des eaux d'extinction dans les réseaux enterrés valorisés (tuyauteries, bassins souterrains...) en tant que telles, l'exploitant s'assure que les tuyauteries concernées sont constituées par un matériau résistant à la température et aux éléments agressifs pouvant être contenus dans les eaux d'extinction. Pour garantir de manière pérenne l'étanchéité des tuyauteries enterrées, l'exploitant réalise tous les 5 ans une inspection télévisuelle interne de celles-ci et le cas échéant, un curage pour assurer un libre écoulement des effluents à confiner. En cas de désordres susceptibles de remettre en cause leur étanchéité, l'exploitant met en place des moyens compensatoires dans l'attente de leur réparation.

Enfin, l'exploitant n'est pas autorisé à entreposer des matières liquides dans chacune des cellules des bâtiments de stockage de matières combustibles au-delà des capacités suivantes prises en compte dans l'évaluation D9A (pour la configuration type 2662/2663) :

- cellules du bâtiment A : 2965 m³ soit 2117 palettes d'une capacité individuelle de 1,4 m³ ;
- cellules du bâtiment B : 865 m³ soit 617 palettes d'une capacité individuelle de 1,4 m³ ;
- cellules du bâtiment C : 3450 m³ soit 2464 palettes d'une capacité individuelle de 1,4 m³ ;

-cellules du bâtiment D : 16560 m³ soit 11828 palettes d'une capacité individuelle de 1,4 m³.

L'exploitant met en place une organisation ad hoc de sorte à pouvoir justifier en toutes circonstances que les volumes de liquides stockés dans chaque cellule, sont en deçà des capacités maximales autorisées suscitées.

Dans le cas où l'exploitant envisage d'entreposer plus de liquides dans les cellules, il se doit de réévaluer préalablement les besoins de confinement en eaux d'extinction d'incendie en application la règle D9A du CNPP dans sa dernière version à jour. Ces éléments sont portés à la connaissance à l'inspection des installations classées.

Article 3.13 Sous-cellules de stockage et rétentions déportées pour les zones de stockage de matières dangereuses et limitation de propagation de flammes

Les sous-cellules dédiées au stockage de liquides inflammables et d'alcools de bouche seront découpées en zones de collecte d'une superficie de 500 m² chacune. La rétention déportée de chaque sous-cellule sera passive, équipée d'un dispositif arrête-flamme de type siphon coupe-feu en amont afin d'éviter toute propagation d'un incendie / d'une flamme et raccordée à la capacité de rétention des eaux d'extinction du bâtiment concerné. Cette dernière sera munie en sortie de vannes manuelle et automatique asservie au déclenchement du sprinklage dopé à la mousse.

Ces rétentions déportées permettent de recueillir 100 % de la capacité des récipients mobiles présents au niveau de la zone de collecte présentant la surface la plus importante de chaque sous-cellule dédiée au stockage de marchandises spécifiques.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées de tous les justificatifs attestant du bon dimensionnement des siphons coupe-feu suscités.

Le tableau ci-dessous détaille les capacités minimales à mettre en place en fonction des quantités stockées dans les sous-cellules, pour les rétentions déportées :

Sous-cellule	Surface de la sous-cellule	Nombre de zones de collecte	Quantité de liquides inflammables* (t)	Volume équivalent (densité 0,9)	Volume de la rétention déportée
SCA	1 427 m ²	3	257 t	285 m ³	95 m ³
SCB	1 221 m ²	3	171 t	190 m ³	64 m ³
SCC	1 951 m ²	6	332 t	369 m ³	62 m ³
SCD	3 244 m ²	9	689 t	765 m ³	85 m ³

**Les marchandises prises en compte sont celles relevant d'une des rubriques suivantes : 1436, 4330, 4331, 4718, 4734 ou 4755.*

Les rétentions déportées permettront ainsi de confiner le volume de liquides inflammables présents dans une zone de collecte ainsi que le volume d'eau d'extinction de cette zone (sous-zone à la cellule de stockage). Il est en effet précisé que la surverse depuis chaque rétention déportée permettra de diriger les eaux d'extinction vers le ou les bassins étanches présents sur chaque lot (cf. dispositifs et ouvrages hydrauliques détaillés à l'article 3.11 du présent arrêté).

La liaison entre les sous-cellules et les rétentions déportées se fait par un réseau de tuyauteries enterrées et les rétentions déportées sont aussi enterrées. Afin de s'assurer du caractère étanche et intègre de ces dispositifs enterrés, l'exploitant réalise des contrôles adaptés à l'instar de ceux listés à l'article 3.11 du présent arrêté. Les matériaux constitutifs des tuyauteries et rétentions déportées enterrées doivent être résistants à la chaleur et aux caractéristiques des effluents susceptibles d'y transiter et d'y être confinés ; l'exploitant tient à disposition de l'inspection, les justificatifs permettant de l'attester.

Article 3.14 Plan de défense incendie (PDI)

L'exploitant établit un plan de défense incendie (PDI) en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule.

En sus des dispositions générales déjà applicables au titre de la rubrique 1510, l'exploitant fait en sorte que le PDI de son établissement :

- précise que les stockages en masse permanent au niveau des zones de pickings / quais ne sont pas autorisés. Le gerbage de palettes n'y est pas autorisé non plus. Les matières combustibles dans ces zones sont réduites au strict nécessaire ;
- intègre la liste des substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été retenus ;
- précise les équipements de prélèvement à mobiliser, par substances et milieux ;
- identifie les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées.

Article 3.15 Aires de mise en station des moyens aériens (voies échelles) et aires de stationnement d'engins du SDIS

En sus des dispositions déjà applicables, l'exploitant s'assure que la voie engins desservant l'ensemble de la périphérie de l'entrepôt, permet la mise en station des moyens aériens (dite voie échelle) pour les pompiers.

Les aires de stationnement des engins et de mise en station des moyens aériens doivent être séparées de la voie engins pompiers (elles peuvent être orientées parallèlement ou perpendiculairement à la voie engins). Dans tous les cas, la voie engins doit faire 6 mètres de largeur utile sans superposition avec les voies échelles et les aires de stationnement supra.

Ces aires de mise en station sont situées en dehors des zones d'effets thermiques d'intensité supérieure au seuil des effets irréversibles.

Ces aires de mise en station sont matérialisées au sol.

À l'instar des voies échelles supra, les aires de stationnement à destination des engins du SDIS sont matérialisées au sol et sont situées en dehors des zones d'effets thermiques d'intensité supérieure au seuil des effets irréversibles.

Article 3.16 Accueil des secours

L'exploitant met en place une organisation pour garantir l'accueil physique des secours extérieurs en cas d'incendie même en dehors des heures ouvrables et ce, afin de leur faciliter l'accès au site (ouverture des accès...).

Article 3.17 Conditions d'accès et de circulation des secours en cas de feu dans la cellule A5

L'exploitant dispose les stockages de matières combustibles de la cellule A5 (dont les produits assimilables à des produits classés sous les rubriques 2662 ou 2663) de sorte que les effets létaux thermiques (d'intensité supérieure à 5 kW/m²) n'impactent pas les voies d'accès et de circulation (voie engins) au droit de la cellule A5 en cas d'incendie.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection, en toutes circonstances, les justifications permettant de respecter cette prescription.

À défaut, l'exploitant se doit soit :

- de ne pas réaliser de stockage de produits 2662 / 2263 dans la cellule A5 ;
- de créer un ou plusieurs accès pompiers supplémentaires situés en dehors des effets thermiques d'intensité supérieure aux 5 kW/m² supra.

met en place une organisation pour garantir l'accueil physique des secours extérieurs en cas d'incendie même en dehors des heures ouvrables et ce, afin de leur faciliter l'accès au site (ouverture du portail...).

Article 3.18 Amenées d'air frais pour le désenfumage

En sus des dispositions déjà applicables, des amenées d'air frais sont réalisées pour chaque zone à désenfumer.

En outre, des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées notamment par les portes des quais donnant sur l'extérieur.

À cet effet, les portes de quais sont conçues pour pouvoir s'ouvrir manuellement depuis l'intérieur du bâtiment. L'accès à l'intérieur du bâtiment, et par conséquent aux commandes manuelles, pourra s'effectuer par les rampes d'accès (rampes pour passage dévidoirs).

Afin de garantir l'ouverture systématique desdites portes en cas d'incendie dans les cellules à désenfumer, l'exploitant rédige une procédure opérationnelle précisant la nécessité de réaliser cette action en cas d'incendie. Cette procédure est connue par le personnel exploitant et est régulièrement testée dans le cadre d'exercice incendie. Cette procédure est également intégrée au plan de défense incendie (PDI) exigé par au point 23 de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 susvisé.

Enfin, l'exploitant appose un affichage pérenne à l'intérieur et à l'extérieur des portes de quais, concourant à la fonction d'amenée d'air frais des entrepôts, signalant la nécessité de maintenir ouvrir ces portes en cas d'incendie.

Article 3.19 Système de détection de gaz ou de vapeur adapté aux produits stockés dans les sous-cellules

Des détecteurs de gaz et/ou de vapeurs sont installés, en quantité appropriée et à des emplacements adaptés définis selon une étude réalisée par un organisme compétent, au sein des sous-cellules de stockage de produits dangereux afin de détecter au plus tôt une éventuelle fuite ou un épandage de produits volatils au sein de ces stockages. Des détecteurs de vapeurs toxiques et de vapeurs inflammables sont mis en place à cet effet au niveau des zones de stockage concernées.

Ces dispositifs font l'objet d'essais et de maintenances selon les périodicités requises et en tout état de cause, tous les ans.

Article 3.20 Dispositifs de sécurité dans les locaux chaufferies gaz des bâtiments de stockage de matières combustibles

En sus des dispositions applicables, les chaudières gaz de l'établissement sont dimensionnées pour un maintien hors gel de l'ensemble des cellules de stockage. La puissance installée totale est d'environ 10,5 MW pour l'ensemble du parc logistique.

Chacun des bâtiments logistiques est associé à deux chaudières dont la puissance unitaire s'élèvera

à :

- 580 kW pour celles du bâtiment A ;
- 880 kW pour celles du bâtiment B ;
- 1,4 MW pour celles du bâtiment C ;
- 2,4 MW pour celles du bâtiment D.

La coupure de l'alimentation en gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces deux vannes sont chacune asservies à des capteurs de détection gaz et un pressostat. Une vanne manuelle localisée en extérieur sur

la paroi de la chaufferie permet également la coupure de l'alimentation en combustible gazeux.

Un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente est installé au sein des chaufferies du parc logistique.

Enfin, les portions aériennes de tuyauteries gaz alimentant les chaudières doivent être disposées de sorte à limiter les chocs susceptibles de les impacter. Ces tuyauteries (portions aériennes) sont intégrées au programme de maintenance de l'établissement ; à cet effet, un contrôle visuel est réalisé à fréquence mensuelle pour s'assurer de leur conformité (absence d'usure, de corrosion... ou de tout désordre susceptible de générer une fuite à terme). En cas de défaut observé, les portions de tuyauteries concernées sont remplacées sans délai.

Article 3.21 Dispositions particulières concernant l'installation d'extinction automatique de type ESFR (Early Suppression Fast Response)

Les cellules de stockage et les locaux techniques de tous les bâtiments sont couverts par une installation d'extinction automatique incendie de type ESFR.

Les marchandises et emballages qui ne sont pas compatibles avec un système de protection de type ESFR, ne sont pas entreposés sauf à revoir l'installation d'extinction automatique le cas échéant.

Afin de pouvoir justifier de la compatibilité des stockages de produits réalisés dans les bâtiments par rapport au périmètre de qualification du système de type ESFR, l'exploitant réalise des revues périodiques de conformité dont il assure la traçabilité et tient à disposition les justificatifs.

En particulier pour les sprinklers au niveau des sous-cellules abritant les stockages de liquides inflammable et d'alcools de bouche, des dispositions particulières sont mises en place pour respecter les normes en vigueur dont :

- la protection des alcools de bouche de plus de 50° est possible avec des sprinklers ESFR au plafond et sur des réseaux intermédiaires et des barrières dans les racks. Ces réseaux seront dimensionnés selon le type de conditionnement (capacité, bouteilles en plastique ou en verre, encartonnement, etc.). Ces marchandises sont considérées comme des produits dangereux, elles seront donc stockées dans des sous-cellules adaptées avec une hauteur de stockage limitée à 5 m ;

- les autres types de liquides inflammables dans des contenants de 20 à 200 litres devront faire l'objet d'une étude spécifique et pourront requérir l'ajout d'un faux plafond avec des sprinklers CMDA en dessous.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'ensemble des attestations démontant de la conformité du sprinklage.

Article 3.22 Surveillance de la qualité des eaux souterraines

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

- plusieurs piézomètres sont implantés à l'amont ainsi qu'à l'aval hydraulique de la plateforme. La définition du nombre de piézomètres et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique tenue à la disposition de l'inspection ;
- deux fois par an au moins (*a minima* en période de hautes et de basses eaux), le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. La fréquence des prélèvements est déterminée sur la base notamment de l'étude hydrogéologique citée ci-dessus.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité de l'installation (dont a minima les hydrocarbures totaux, les métaux...).

L'exploitant établit la liste des substances à analyser et dispose de tous les justificatifs nécessaires attestant que celle-ci est complète.

Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les plus brefs délais.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspection du résultat de ses investigations et met en œuvre en tant que de besoin, et dans les plus brefs délais, les mesures de gestion de ladite pollution.

Titre IV - Prescriptions complémentaires en lien avec les thématiques Eau et Nature

Article 4.1 - Comblement d'un puits existant



Le bénéficiaire comble un puits existant au Nord de l'emprise du projet (nappe captée : nappe superficielle, Ø 1000 en buse béton sur toute la profondeur, profondeur : 3,70m / TN).

Le comblement du forage se déroule conformément aux prescriptions de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrages souterrains.

Dans un délai de 2 mois après la réalisation des travaux de comblement de l'ouvrage, le bénéficiaire transmet au service Police de l'Eau de la DDTM33 (ddtm-sner@girondedev.fr) le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).

Article 4.2 - Pollutions des eaux

En phase chantier :

De manière à ne pas altérer la qualité des eaux et de prévenir toute contamination du sol, des cours d'eau et de la nappe, le bénéficiaire s'assure que des mesures adaptées soient prises telles que :

- ne pas stocker les matériaux à proximité des zones sensibles (en particulier vis-à-vis du lessivage de matières en suspension), ceux-ci étant préférentiellement disposés sur des aires spécifiques, imperméables, équipées de dispositifs de traitement des eaux pluviales ;
- ne pas stationner les engins de chantier à proximité immédiate des zones sensibles. L'approvisionnement, l'entretien, et la réparation des engins pourra s'effectuer sur des aires étanches spécialement aménagées à l'écart, et dont les eaux de ruissellement seront recueillies puis traitées avant rejet dans le milieu naturel ;
- ne pas effectuer de rejet direct dans le milieu. Un dispositif provisoire d'aménagement pourra être mis en œuvre afin de recueillir et traiter les eaux avant leur rejet ;
- veiller à éviter les pertes accidentelles de matières polluantes ;
- ne pas effectuer d'opérations de terrassement en période de pluie ;
- réalisation des ouvrages de rétention dès le début des travaux (préalablement aux travaux de terrassement) afin de permettre de stocker toute pollution accidentelle intervenant pendant les travaux, et d'assurer une décantation primaire des matières en suspension, en amont du point de rejet.

À la fin des travaux, les aires de chantier seront remises en état. L'entreprise devra également présenter des garanties concernant la fiabilité des engins utilisés dans le cadre des travaux (respect des normes en vigueur, engins non fuyants) et l'organisation de la zone de chantier. Ces éléments seront précisés dans le cadre du Dossier de Consultation des Entreprises, permettant un engagement de l'entreprise sur ces aspects. Un **plan de chantier** sera également établi afin d'optimiser les déplacements et de protéger les milieux sensibles.

En phase exploitation :

L'utilisation de **produits phytosanitaires** est interdite au niveau de l'entretien des espaces verts communs et privés.

Afin de traiter une éventuelle pollution, au niveau du réseau de gestion des eaux pluviales, des **séparateurs à hydrocarbures** seront installés sur l'ensemble des bassins versants (cf. plan BV article

4.1) :

- Pour les espaces communs : pour la voirie d'accès (BV1 à 3) : séparateurs positionnés en aval de chaque ouvrage de régulation / pour la zone de stationnement (BV4) : séparateur positionné en amont de la solution compensatoire.
- Au niveau des lots, les séparateurs seront positionnés en amont de chaque solution compensatoire.

Article 4.3 - Gestion des eaux pluviales

Article 4.3.1 : Descriptif du réseau

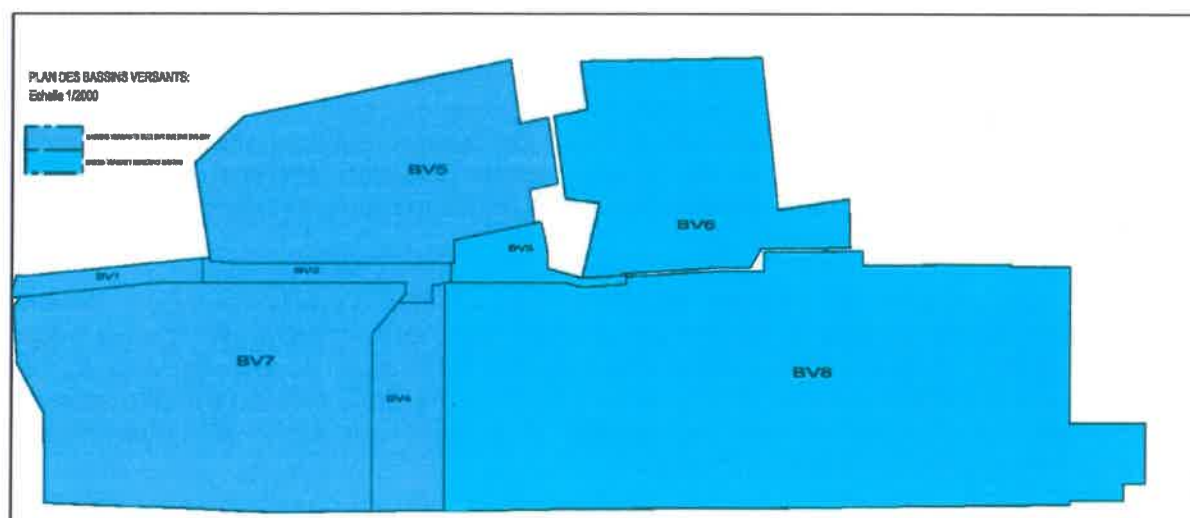
Les eaux pluviales issues du parc logistique seront collectées, stockées puis restituées de façon régulée (3 l/s/ha) dans des fossés en limite de l'emprise du projet. Ces rejets s'effectueront à travers **2 exutoires existants** :

- un rejet au niveau de la limite Nord-Est (X : 431602,351 m / Y : 6443730,087 m) qui rejoindra la Virvée ;
- un rejet en limite Sud (X : 432245,289 m / Y : 6444731,537 m) qui rejoindra le Riou Long).



Le site de projet a été découpé en 8 bassins versants (cf. schéma ci-après) qui ont chacun leur solution compensatoire de gestion des eaux pluviales. Les eaux sont collectées dans des canalisations surdimensionnées, des noues et des bassins de rétention. Un ouvrage de régulation est présent en aval de chaque dispositif.

Pour chaque lot, le traitement des eaux pluviales sera couplé avec le traitement des eaux d'incendie par la mise en place de canalisations surdimensionnées en amont des solutions compensatoires.



Le dimensionnement des différents dispositifs est le suivant :

	Volume à stocker m ³	Capacité du dispositif en m ³	Nature du dispositif de stockage
BV1	91	98	Noue (245 m ² / 0,55 m de profondeur)
BV2	114	119	Noue (340 m ² / 0,50 m de profondeur)
BV3	97	98	Noue (280 m ² / 0,50 m de profondeur)
BV4	320	366	Bassin (1465 m ²)
BV5	2483	2488	Bassin (955 m ²) + canalisation surdimensionnée (1345 ml)
BV6	1912	1921	2 Bassins (220 m ² / 485 m ²) + canalisation surdimensionnée (1100 ml)
BV7	3787	3805	Bassin (2050 m ²) + canalisation surdimensionnée
BV8	6088	6135	Bassin (4065 m ²) + canalisation surdimensionnée (1600 ml)
TOTAL	14892	15053	

Les BV5 à BV8 sont dimensionnés à titre indicatif dans le cadre de l'hypothèse d'implantation des constructions. Ces constructions feront, sur chaque lot, l'objet d'un permis de construire et d'un dimensionnement définitif des capacités des dispositifs. Il est à noter que les dispositifs des bassins versants (BV5 à BV8) permettent également de stocker et traiter les eaux incendie des bâtiments de stockage du parc logistiques.

Article 4.3.2 : Moyens de surveillance et d'entretien des installations

La surveillance et la vérification du bon fonctionnement des ouvrages seront réalisées 2 fois par an et après chaque évènement pluvieux important.

Entretien	
Description	Périodicité
Enlèvement des déchets et curage des ouvrages	Biannuel
Enlèvement des déchets dans les bassins	Biannuel
Curage des bassins et évacuation en décharge agréée	Lors du mauvais fonctionnement de l'installation
Fauchage	Bi-annuel
Faucardage	Tous les 2 ans

Le bénéficiaire s'assure de la surveillance régulière des dispositifs de rétention des eaux pluviales.

Article 4.3.3 : Suivi qualitatif des rejets des eaux pluviales

Les eaux pluviales rejetées feront l'objet d'un suivi qualitatif toute la vie de l'exploitation.

→ Une fois l'aménagement terminé, le bénéficiaire réalise une analyse qualitative bi-annuelle (en période de basses eaux et de hautes eaux) du rejet des eaux pluviales au niveau des deux exutoires. Cette analyse est reconduite chaque année. Chaque année, les résultats sont transmis au service Police de l'Eau de la DDTM33 (ddtm-sner@gironde.gouv.fr). (cf. arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumis à autorisation modifiée par l'arrêté du 28 février 2022).

Article 4.4 - Zones humides

Article 4.4.1 : Localisation et impacts sur les zones humides








11,79 ha de zones humides ont été identifiés sur l'emprise du projet.



Parmi les 11,79 ha de zones humides, 11,14 ha sont détruits (soit 93,85 %).

Les 0,65 ha de zones humides restants sont dépourvus de travaux mais ne peuvent néanmoins être considérés comme évitées (fragmentées, non connectées entre elles) par rapport à leurs fonctionnalités.

En termes d'habitat, les zones bleues sur la carte ci-contre correspondent aux 2 saussaies, à une culture récemment abandonnée au Sud du projet et à une prairie mésophile au Nord-Est.

-  Périmètre du site
-  Voie
-  Bâtiments
-  Zone humide non impactée
-  Zone humide Impactée

Article 4.4.2 : Mesures de réduction des zones humides « non impactées » en phase chantier

Avant le démarrage des travaux et en lien avec l'écologue, le bénéficiaire s'assure de la mise en défens des zones humides cartographiées en bleu sur la carte ci-avant. Préalablement à toutes opérations, ces zones sont délimitées par la mise en place d'un balisage (filet de chantier), les préservant contre toute circulation d'engins (entreposage de matériel, déversement de produit polluant ou piétinement interdit). Ce balisage devra rester en place et être entretenu durant toute la durée du chantier.

Le bénéficiaire organise, avant le démarrage du chantier, une formation pour les entreprises adjudicataires afin de leur présenter les règles liées à la protection du milieu naturel, les modalités de réalisation des travaux et les procédures à respecter en cas d'accidents ou d'incidents.

Un suivi écologique est mené en phase chantier de manière à bien appliquer les mesures de réduction et assurer leur maintien durant toute la durée du chantier.

Le bénéficiaire informe le service Police de l'eau de la DDTM33 ainsi que le service départemental de l'OFB de l'avancement des travaux et des difficultés rencontrées.

Article 4.4.3 : Mesures de compensation

En application de la méthode nationale dite MNEFZH et pour assurer un gain écologique, **31,63 ha de zones humides seront compensés soit un ratio de 270 %.**

Cette compensation aura lieu *ex-situ* sur 3 sites « agricoles ». Ces derniers feront l'objet d'un contrat d'Obligation Réelle Environnementale (ORE).



	Distance du site de projet	Surfaces	Gain en ZH
Gauriaquet (site de projet)	4.28 km	19.9 ha	13.63 ha
Salignac	4.9 km	8.6 ha	7.5 ha
La Lande de Fronsac	10.56 km	13.12 ha	10.5 ha
Lugon-et-l'Île-Carnay			31.63 ha

* A noter que le site de Salignac est composé de deux sites (Salignac Nord et Salignac Sud). Seul le site « Salignac Sud » fera l'objet de mises en œuvre de mesures compensatoires. Cependant, le site « Salignac Nord » (4,1 ha) entièrement en zones humides qui ne fait pas l'objet de mesures compensatoires bénéficiera d'une sécurisation et d'un projet de gestion via le contrat d'ORE.

Chaque site compensatoire fait l'objet d'un plan de gestion dans lequel sont listés les objectifs généraux et les actions à mener (cf. annexes 2 à 4). Chacune d'entre elles est assortie d'une fiche action qui renseigne notamment sur la localisation de l'action, les modalités de mises en œuvre, la période d'intervention, la fréquence de l'action et les indicateurs de suivi.

Le bénéficiaire veille à ce que le planning des actions définit dans chacun des plans de gestion soit respecté.

Article 4.4.4 : Sécurisation foncière des parcelles compensatoires

L'ORE est mise en place pour 30 ans et permet de lier les obligations environnementales à la parcelle et non au propriétaire. Dans le cas présent, l'ORE est signée entre le bénéficiaire, le propriétaire des parcelles (M. Yohan Bardeau) et la Chambre d'agriculture de la Gironde. Cette dernière assurera la fonction d'opérateur de compensation et le cas échéant sera aidée d'écologue(s) pour la mise en œuvre et le suivi des différentes mesures de restauration et de gestion.

Le bénéficiaire transmet au service Police de l'eau de la DDTM33 (ddtm-sner@gironde.gouv.fr), la convention tri-parties définitive signée. Dans le cas d'un changement de propriétaire des parcelles de compensation, l'ORE sera transférée au nouveau propriétaire et le service Police de l'Eau de la DDTM33 en sera informé.

Article 4.4.5 : Suivi des mesures relatives aux zones humides

Le bénéficiaire s'engage à mettre en place, sous 4 mois à compter de la signature du présent arrêté, un **comité de pilotage** chargé d'assurer le suivi de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures conditionnant la présente autorisation.

Il réunit *a minima* la DDTM 33, la DREAL, l'OFB, le SMIDDEST, les écologues en charge du suivi des chantiers et/ou du suivi écologique, la Chambre d'agriculture de la Gironde et le propriétaire et/ou gestionnaire des sites de compensation.

A l'initiative du bénéficiaire, le comité se réunit une fois par an les 5 premières années à compter du 1^{er} jour des travaux pour suivre la mise en œuvre des mesures compensatoires, puis tous les 5 ans jusqu'en année n+30.

Le bénéficiaire transmettra 1 mois avant la date du comité, un rapport répondant aux sujets fixés à l'ordre du jour envisagés. Sur proposition de ses membres, le comité pourra s'adjoindre les experts qui s'avèreraient nécessaires.

Un **suivi écologique** ciblé sur l'analyse des fonctionnalités des zones humides est réalisé annuellement jusqu'aux 5 premières années suivant la fin des travaux puis tous les 5 ans afin de pouvoir apprécier, avec précision, sur une période 30 ans, le résultat de l'ensemble des mesures mises en œuvre. En cas d'évolution des modalités de suivi en termes de fréquence, l'exploitant le justifie auprès de l'administration.

Les suivis permettront, le cas échéant, d'adapter les modalités de gestion compensatoire de chacun des secteurs concernés dans la mesure où ils démontrent une inefficacité du résultat.

En complément des analyses relatives à la fonctionnalité des zones humides et conformément aux plans de gestion de chacun des sites de compensation différents suivis seront effectués :

- des suivis de flore (entre le 15 mai – 15 juin et entre le 15 juillet – 15 août),
- des suivis des habitats (entre le 15 mai – 15 juin),
- de nouveaux sondages pédologiques pour vérifier les traces d'hydromorphie (entre mars et avril).

Les notes annuelles et les rapports de synthèse produits en fin d'année, sont transmis au service Police de l'eau de la DDTM33 (ddtm-sner@gironde.gouv.fr), annuellement pendant les 5 premières années, puis tous les 5 ans pendant 25 ans.

Article 4.5 - Résultats des mesures Eviter-Réduire-Compenser des Zones humides

Les mesures prises sur les zones humides doivent se traduire par une obligation de résultats. Les indicateurs doivent permettre d'apprécier la qualité des actions menées. Les zones compensatoires restent effectives le temps de la durée des atteintes (L. 163-1 du Code de l'environnement).

Le choix des indicateurs s'appuie sur l'objectif et les modalités de la mesure. Les données doivent permettre une comparaison avec l'état initial ou l'année antérieure. Les plus-values écologiques attendues doivent cibler l'amélioration de l'ensemble des fonctionnalités des zones humides identifiées sur les sites de compensation (hydrologique, biogéochimique et écologique). Les suivis doivent impérativement être assujettis à une obligation de moyen et de résultat des actions écologiques mises en œuvre.

Dans le cas où les gains écologiques ne seraient pas atteints au bout de 30 ans, le bénéficiaire veillera à ce que le plan de gestion et la convention ORE soient renouvelés.

Article 4.6 - Transmission des informations concernant les zones humides

Les mesures de compensations sont géolocalisées et, conformément à l'article 69 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, sont décrites dans un système national d'information géographique et mises à disposition du public sur le site <https://www.geoportail.gouv.fr/>.

Conformément aux dispositions de l'article L.163-5 du Code de l'environnement, le bénéficiaire fournit aux services compétents de l'État toutes les informations nécessaires à la bonne tenue de l'outil GéoMCE en transmettant a minima, les données vectorielles des mesures compensatoires. Il peut également joindre les données relatives aux mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement.

Ces données sont projetées dans le système de coordonnées de référence RGF93 (Lambert-93) et doivent être compatibles avec la bibliothèque GDAL/OGR (préférentiellement les formats ESRI Shapefile ou MapInfo). Elles sont conformes aux données présentées dans le dossier encadré par le présent arrêté.

Les différentes entités vectorielles (polygones, polylignes et points) portent, a minima, les champs « id » (nombre entier réel 64 bits) et « nom » (texte de caractères). La donnée attributaire du champ « nom » d'une entité correspond à l'intitulé de la mesure telle que décrite dans le présent arrêté.

Le bénéficiaire transmet l'ensemble de ces données au service Police de l'eau de la DDTM33, dans un délai maximum de 3 mois à compter de la notification du présent l'arrêté.

Article 4.7 - Accès au site

Les agents mentionnés à l'article L.172-1 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès, à tout moment, aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de

l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Titre V - Prescriptions relatives à la dérogation « Espèces protégées »

Article 5.1 – Nature de la dérogation

Au sein de l'emprise du projet, tel que présenté dans la demande de dérogation, le bénéficiaire est autorisé, sous réserve des conditions énoncées aux articles suivants, à déroger aux interdictions de :

- destruction accidentelle, capture, déplacement et perturbation intentionnelle des spécimens des espèces animales protégées suivantes : grand Capricorne (*Cerambyx cerdo*), Crapaud épineux (*Bufo spinosus*), Rainette méridionale (*Hyla meridionalis*), Salamandre tachetée (*Salamandra salamandra*), Triton palmé (*Lissotriton helveticus*), Léopard des murailles (*Podarcis muralis*), Couleuvre helvétique (*Natrix helvetica*), Couleuvre verte et jaune (*Hierophis viridiflavus*), Accenteur mouchet (*Prunella modularis*), Bruant zizi (*Emberiza cirrus*), Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*), Cisticole des joncs (*Cisticola juncidis*), Fauvette à tête noire (*Sylvia atricapilla*), Grimpereau des jardins (*Certhia brachydactyla*), Huppe fasciée (*Upupa epops*), Hypolaïs polyglotte (*Hippolais polyglotta*), Lorient d'Europe (*Oriolus oriolus*), Mésange bleue (*Cyanistes caeruleus*), Mésange charbonnière (*Parus major*), Mésange à longue queue (*Aegithalos caudatus*), Pic épeiche (*Dendrocopos major*), Pic vert (*Picus viridis*), Pinson des arbres (*Fringilla coelebs*), Pipit des arbres (*Anthus trivialis*), Pouillot véloce (*Phylloscopus collybita*), Roitelet à triple bandeau (*Regulus ignicapillus*), Rossignol philomèle (*Luscinia megarhynchos*), Rouge-gorge familier (*Erithacus rubecula*), Rougequeue noir (*Phoenicurus ochruros*), Rougequeue à front blanc (*Phoenicurus phoenicurus*), Tarier pâle (*Saxicola torquatus*), Troglodyte mignon (*Troglodytes troglodytes*), Verdier d'Europe (*Carduelis chloris*), Ecureuil roux (*Sciurus vulgaris*), Hérisson d'Europe (*Erinaceus europaeus*), Murin (*Myotis* sp.), Noctule commune (*Nyctalus noctula*), Noctule de Leisler (*Nyctalus leisleri*), Oreillard (*Plecotus* sp.), Pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*), Pipistrelle de Nathusius (*Pipistrellus nathusii*) et Pipistrelle pygmée (*Pipistrellus pygmaeus*) ;

- destruction et altération des habitats d'espèces animales protégées suivantes : grand Capricorne (*Cerambyx cerdo*), Crapaud épineux (*Bufo spinosus*), Rainette méridionale (*Hyla meridionalis*), Salamandre tachetée (*Salamandra salamandra*), Triton palmé (*Lissotriton helveticus*), Léopard des murailles (*Podarcis muralis*), Couleuvre helvétique (*Natrix helvetica*), Couleuvre verte et jaune (*Hierophis viridiflavus*), Accenteur mouchet (*Prunella modularis*), Bruant zizi (*Emberiza cirrus*), Chardonneret élégant (*Carduelis carduelis*), Cisticole des joncs (*Cisticola juncidis*), Fauvette à tête noire (*Sylvia atricapilla*), Grimpereau des jardins (*Certhia brachydactyla*), Huppe fasciée (*Upupa epops*), Hypolaïs polyglotte (*Hippolais polyglotta*), Lorient d'Europe (*Oriolus oriolus*), Mésange bleue (*Cyanistes caeruleus*), Mésange charbonnière (*Parus major*), Mésange à longue queue (*Aegithalos caudatus*), Pic épeiche (*Dendrocopos major*), Pic vert (*Picus viridis*), Pinson des arbres (*Fringilla coelebs*), Pipit des arbres (*Anthus trivialis*), Pouillot véloce (*Phylloscopus collybita*), Roitelet à triple bandeau (*Regulus ignicapillus*), Rossignol philomèle (*Luscinia megarhynchos*), Rouge-gorge familier (*Erithacus rubecula*), Rougequeue noir (*Phoenicurus ochruros*), Rougequeue à front blanc (*Phoenicurus phoenicurus*), Tarier pâle (*Saxicola torquatus*), Troglodyte mignon (*Troglodytes troglodytes*), Verdier d'Europe (*Carduelis chloris*), Ecureuil roux (*Sciurus vulgaris*), Hérisson d'Europe (*Erinaceus europaeus*), Murin (*Myotis* sp.), Noctule commune (*Nyctalus noctula*), Noctule de Leisler (*Nyctalus leisleri*), Oreillard (*Plecotus* sp.), Pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*), Pipistrelle de Nathusius (*Pipistrellus nathusii*) et Pipistrelle pygmée (*Pipistrellus pygmaeus*) ;

- destruction des spécimens des espèces végétales protégées suivantes : Lotier hispidé (*Lotus hispidus*) et Orchis à fleurs lâches (*Anacamptis laxiflora*) .

Les impacts résiduels après mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction concernent :

- 2,71 ha de boisements plus ou moins humides favorables à l'Écureuil roux, aux oiseaux forestiers, aux reptiles et au repos des amphibiens,

- 2,93 ha de fourrés, haies, alignements d'arbres et prairies favorables au Hérisson d'Europe, aux reptiles, aux oiseaux des milieux semi-ouverts et ouverts et au repos des amphibiens,
- 7 arbres favorables au grand Capricorne,
- 0,47 ha de boisement pouvant accueillir les chiroptères arboricoles,
- 0,17 ha d'habitat de reproduction pour les amphibiens,
- 1,31 ha d'habitats favorables au Lotier hispide (environ 200 pieds).

Article 5.2 – Plan et planning du chantier

Le planning prévisionnel des opérations d'aménagement est transmis aux services de la DREAL/SPN et DREAL/UD, au minimum 15 jours avant le démarrage des travaux.

Ce planning précise notamment les opérations suivantes :

- matérialisation de l'emprise du chantier, mise en défens des secteurs préservés et mise en place des panneaux de sensibilisation en faveur des espèces végétales protégées,
- libération des emprises et abattage des arbres,
- mise en place des aménagements temporaires (bases vie, accès, voies de desserte, zones de stockage, de circulation et de stationnement....),
- terrassements,
- travaux de compensation,
- interventions de l'écologue pour :
 - baliser et mettre en défens les secteurs évités,
 - baliser et gérer les espèces exotiques envahissantes en adaptant notamment les plans de circulation des engins, les zones de stockage et de stationnement,
 - contrôler le phasage coordonné de l'aménagement et des mesures de compensation *in situ*,
 - contrôler la pose des barrières anti-intrusion pour la petite faune,
 - assurer le sauvetage d'individus d'espèces protégées de petite faune,
 - contrôler la présence de faune remarquable sur les arbres avant leur coupe et adapter les modalités d'abattage et de stockage des troncs le cas échéant,
 - définir et contrôler la mise en œuvre des mesures visant à limiter l'attractivité des milieux,
 - contrôler le décapage, le stockage et le régalage des stations de Lotier hispide,
 - transplanter les stations de Vulpin Bulbeux, Trèfle écailleux et Véronique à écus,
 - suivre le déroulement et la remise en état du chantier,
 - contrôler les aménagements paysagers,
 - contrôler le dispositif d'éclairage du site,
 - encadrer et suivre les travaux compensatoires,
 - adapter si nécessaire les mesures d'évitement, de réduction et de compensation.

La planification des opérations tient compte de toutes les composantes biologiques des espèces protégées inféodées aux habitats concernés et doit être conforme au calendrier d'intervention défini dans la demande de dérogation.

Ces périodes s'entendent en dehors des périodes de reproduction de la faune.

En particulier, l'abattage des arbres est réalisé entre le 15 septembre et le 15 octobre, la libération d'emprise par débroussaillage entre le 1er octobre et 28 février et les décapage et étrépage au niveau des lots entre le 1er septembre et le 15 novembre.

Les opérations de libération d'emprise et coupe d'arbres sont précédées du passage de l'écologue pour le balisage des secteurs évités et des stations d'espèces invasives, le contrôle des arbres à abattre et le sauvetage éventuel d'individus d'espèces protégées piégés au sein des emprises de travaux.

Le planning est accompagné d'un plan masse et de schémas actualisés de l'emprise travaux, localisant de façon précise les différentes mesures décrites aux articles 5.3 et 5.4.

Les dates d'intervention ainsi que les comptes-rendus de l'écologue sont portés au journal de bord du chantier, conformément à l'article 5.5 du présent arrêté.

Les services de la DREAL (especies-protegees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr) sont en outre informés, dans les plus brefs délais, du démarrage des travaux de libération d'emprise.

Article 5.3 – Mesures d'évitement

L'aménagement est réalisé en évitant 2,58 ha de milieux ouverts, notamment les prairies mésophiles abritant l'Orchis à fleurs lâches, 0,1 ha de haies, 0,25 ha de fourrés et 0,92 ha de boisements, comprenant en particulier le boisement central (non inclus dans le projet d'aménagement) et les saussaies, favorables notamment aux oiseaux.

Les habitats naturels évités sont localisés sur la figure suivante (cf. figure 91 de la demande de dérogation).

Les secteurs évités sont mis en défens et l'emprise chantier clairement matérialisée et signalée avant le démarrage des travaux de libération d'emprise.



Les secteurs évités sont sanctuarisés, dès la phase travaux au sein de la « zone écologique », conformément à l'article 5.4.2.

Les mises en défens, installées sous le contrôle de l'écologue chargé du suivi des travaux, sont conservées et régulièrement contrôlées pendant toute la durée du chantier.

Aucun engin de travaux et aucun personnel de chantier n'est autorisé à pénétrer sur les secteurs concernés.

Les aménagements temporaires (accès et pistes, réseau d'assainissement, zones de stockage de

matériaux, stationnement d'engins, bases-vie...) sont en particulier positionnés en dehors des secteurs évités.

Les délimitations précises de l'emprise des travaux et des secteurs évités sont reportés sur le plan du chantier, conformément à l'article 5.2.

En outre, les opérations de matérialisation et de mises en défens sont portées au journal de bord du chantier conformément à l'article 5.5 du présent arrêté.

Les secteurs évités sont exclus de toute urbanisation ou aménagement futur.

Article 5.4 – Mesures de réduction

Article 5.4.1 – Mise en œuvre d'un système de management et de suivi environnemental du chantier

Le cahier des charges de consultation des entreprises pour la réalisation des travaux doit contenir les attentes spécifiques du bénéficiaire en termes de management environnemental du chantier, notamment concernant la prise en compte des secteurs à enjeux écologiques, l'information des équipes de chantier, la gestion de la base vie, des ravitaillements et des stockages, la circulation, la maintenance et le stationnement des engins, la gestion des pollutions ainsi que les procédures et moyens d'interventions en cas de pollutions accidentelles.

La mise en œuvre de ces mesures fait l'objet d'un engagement contractuel de l'entreprise de travaux et de l'ensemble des sous-traitants amenés à intervenir dans le cadre du chantier.

Un suivi environnemental du chantier est, par ailleurs, assuré par un ingénieur écologue pendant toute la durée des travaux, selon les modalités définies à l'article 5.7.1.

Article 5.4.2 – Phasage coordonné de l'aménagement et des mesures de compensation *in situ* (R1)

Le chantier se déroule en deux temps :

- Réalisation des voiries, dans cadre du lot commun,
- Construction de chaque lot, suite à la commercialisation.

Les habitats de la zone écologique (cf. article 5.3) sont restaurés, dans le cadre de la compensation, avant le début des travaux de libération d'emprise.

La création de la zone écologique finale se fait selon trois étapes :

- Étape 1 - Renaturation des habitats évités dans le cadre de la compensation : installation de barrières anti-retour sur le périmètre de la zone concernée par les mesures (voir figure suivante cf. figure 93 de la demande de dérogation), sauvetage d'individus de petite faune et réalisation des mesures de compensation *in situ*.
 - Étape 2 – Mise en place des merlons et construction des voiries : installation de barrières anti-retour et filets de chantier autour des habitats renaturés de l'étape 1 et sur le périmètre de la zone concernée par les mesures de l'étape 2 (voir figure suivante cf. figure 93 de la demande de dérogation), sauvetage d'individus de petite faune, création des merlons, de la route des pompiers et de la voirie à l'intérieur du site du projet et renaturation des merlons par plantation et végétalisation des bandes d'emprise des travaux par apport de foin.
- Une fois créée, la voie « pompier » est fermée à la circulation pendant toute la durée des travaux de l'étape 3 (mesure E4 de la demande de dérogation).

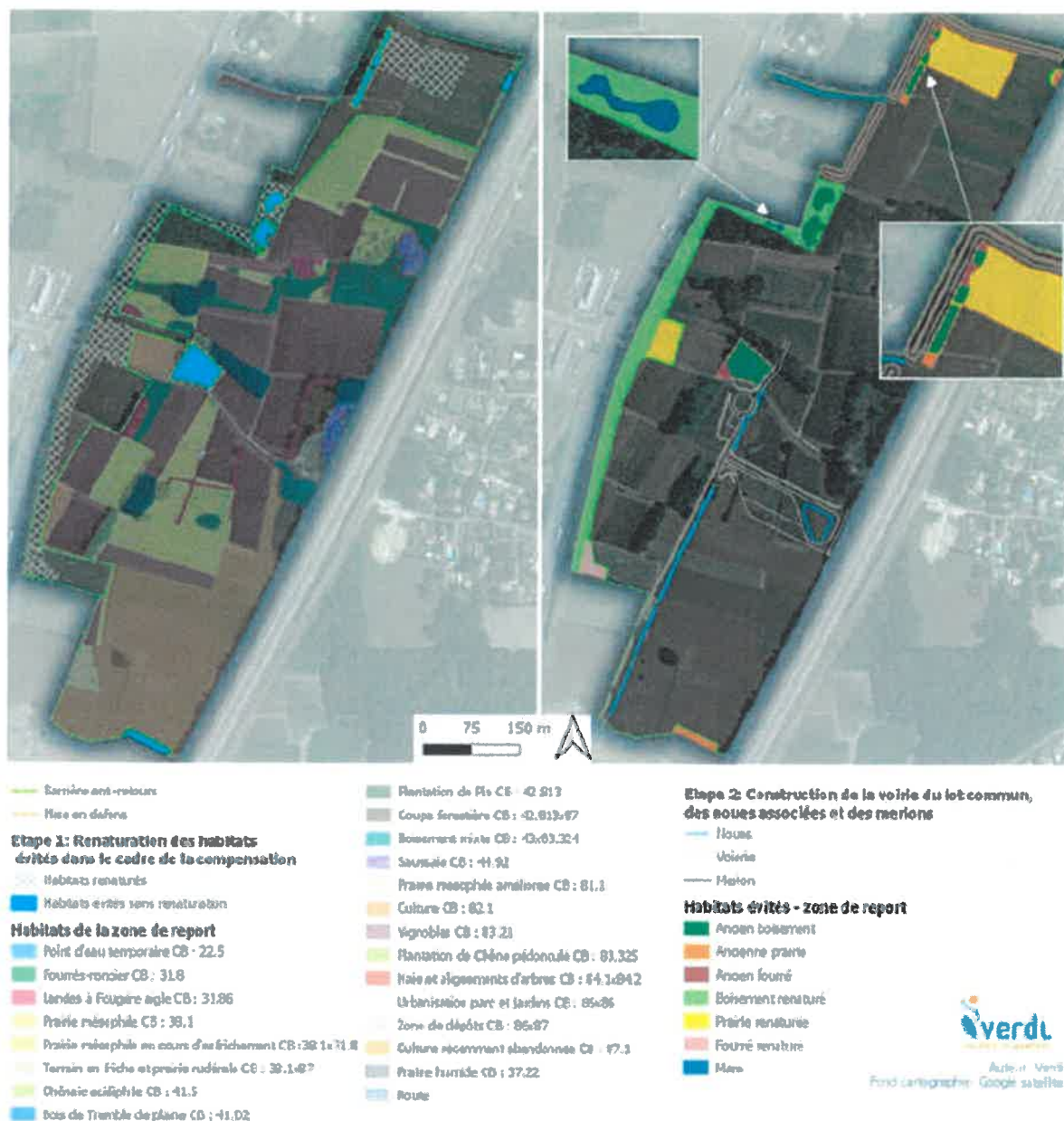
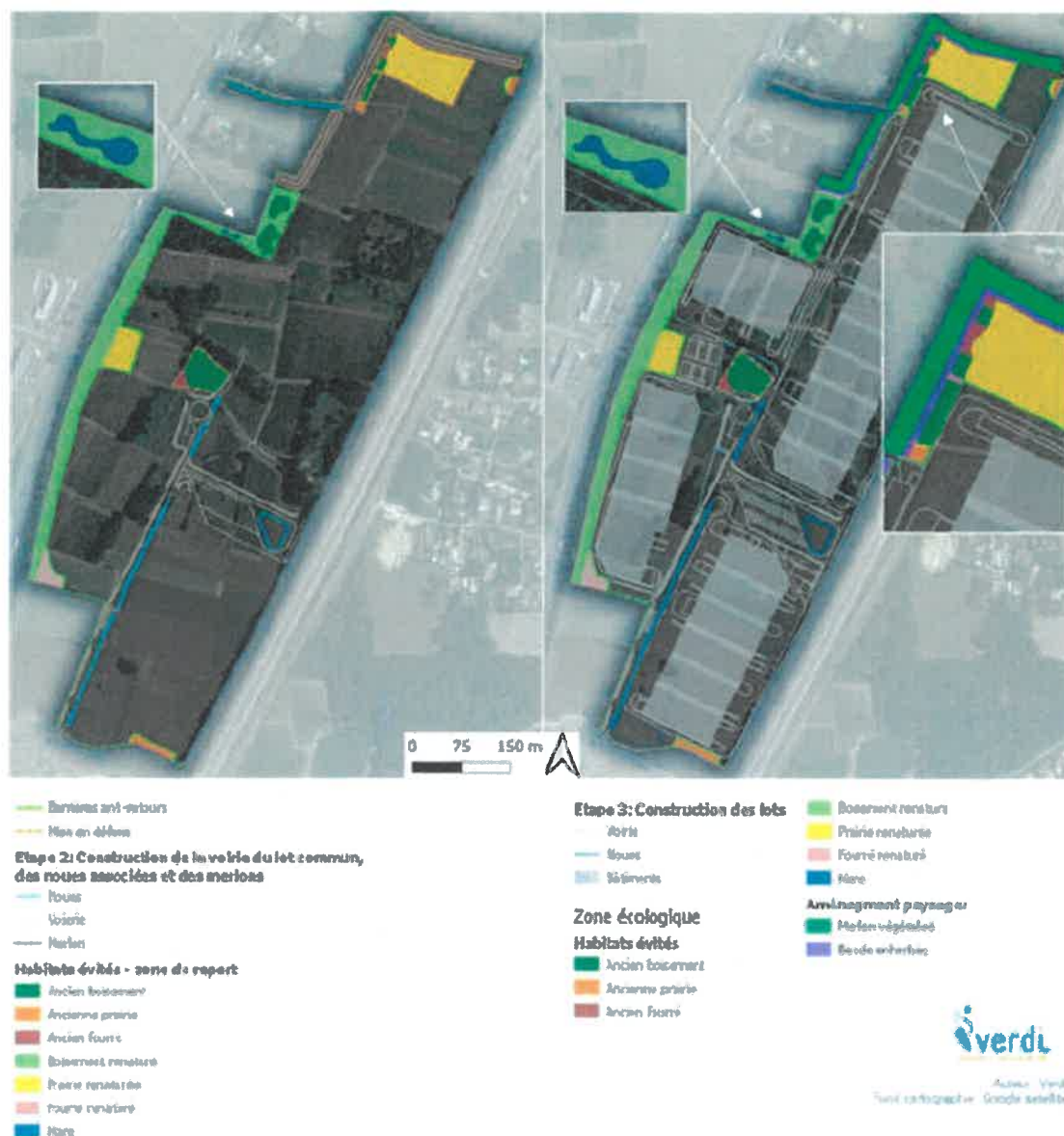


Figure 93 : Carte montrant l'évolution des travaux au niveau de la zone écologique (étape 1 et étape 2)

- Etape 3 - Renaturation des merlons lors des travaux de libération des emprises et de la construction des lots : installation de barrières anti-retour et filets de chantier autour de la zone écologique et sur le périmètre de la zone de chantier concernée par l'étape 3 (voir figure suivante cf. figure 94 de la demande de dérogation), sauvetage d'individus de petite faune, travaux de libération des emprises et construction des lots.



logique.

La barrière est refermée une fois ces travaux terminés (mesure R13).

Le compte-rendu de cette mesure, précisant notamment l'ensemble des modalités spécifiques mises en œuvre, est transmis à la DREAL (especes-protegees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr), à l'issue de chacun des 3 étapes décrites à l'article 5.4.2.

Article 5.4.4 – Mise en place de panneaux de sensibilisation en faveur des espèces végétales (E3)

En complément des mises en défens, des panneaux d'information sont mis en place au droit des stations évitées d'espèces végétales protégées, pour sensibiliser et informer les agents de chantier puis les usagers du site :

- Deux panneaux au niveau des stations de l'Orchis à fleurs lâches et du Lotier hispide,
- Un panneau au niveau de la zone humide préservée, située, à terme, à proximité d'une zone de stationnement dimensionnée pour une capacité de 220 véhicules légers.

Les panneaux sont installés avant le démarrage des travaux préparatoires et conservés tout le long du chantier ainsi qu'en phase d'exploitation.

Le compte-rendu de cette mesure, précisant notamment l'ensemble des modalités spécifiques mises en œuvre, est transmis à la DREAL (especes-protegees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr), à l'issue de l'opération.

Article 5.4.5 – Limitation de l'attractivité des milieux et de la recolonisation de la végétation (R6)

Afin de limiter l'installation ou le retour de la faune et de la flore après le débroussaillage et le décapage des sols, les lots sont entretenus par labour, 1 à 2 fois par an, jusqu'à leur commercialisation.

Cette mesure est réalisée dans le respect de l'article 5.4.7.

Le compte-rendu de cette mesure, précisant notamment l'ensemble des modalités spécifiques mises en œuvre sous le contrôle de l'écologue chargé du suivi du chantier, est transmis à la DREAL (especes-protegees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr), au plus tard au démarrage des travaux de terrassement du lot concerné.

Article 5.4.6 – Mesures spécifiques en faveur des chiroptères et du grand Capricorne (R7 et R8)

Les arbres susceptibles de présenter des cavités favorables aux chiroptères ou aux oiseaux cavernicoles ou colonisés par le grand Capricorne, sont systématiquement contrôlés et matérialisés par l'écologue chargé du suivi du chantier avant leur abattage.

Ces arbres font ensuite l'objet de modalités spécifiques d'abattage afin de réduire au maximum le risque de mortalité d'individus.

Les troncs présentant des traces de grand Capricorne sont déplacés et déposés au niveau d'un îlot de sénescence, au sein du site compensatoire de Salignac sud.

Le compte-rendu des opérations, précisant notamment l'ensemble des modalités spécifiques mises en œuvre (repérage des arbres, modalités de contrôle, espèces détectées le cas échéant, d'abattage, localisation et enjeu des sites de dépôt, modalités de stockage...), est transmis à la DREAL (especes-protegees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr), à l'issue de ces opérations.

Article 5.4.7 – Limitation du risque de dispersion d'espèces exogènes (R10)

Toutes les mesures de prévention, éradication et confinement précoces sont prises pour éviter l'introduction et la dispersion d'espèces envahissantes sur le chantier et ses abords, notamment concernant l'entretien et la circulation des véhicules de travaux, la formation du personnel, le repérage et le balisage des stations d'espèces envahissantes, la gestion des déchets verts issus du dégagement des emprises travaux, l'apport de matériaux et la remise en état du site.

L'utilisation d'herbicides, de matériaux calcaires non revêtus en surface ainsi que le mélange ou de transfert de terres végétales entre les secteurs contaminés de façon avérée ou potentielle et les secteurs indemnes sont en particulier interdits.

Le compte-rendu de cette mesure, précisant notamment les modalités spécifiques adoptées en fonction des espèces identifiées (balisage, formation des personnels de chantier, circulation des engins, gestion des déchets verts, gestion et stockage des terres de découvertes...) est transmis à la DREAL (especes-protegees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr), à l'issue des travaux de décapage.

Article 5.4.8 – Mesures spécifiques en faveur de la flore patrimoniale (R11)

Sous réserve du respect de l'article 5.4.7 et en s'appuyant sur les recommandations du CBNSA pour l'évaluation des enjeux et les mesures ERC de *Lotus hispidus* et *Lotus angustissimus* en Aquitaine (<https://obv-na.fr/ofsa/images/Actualites/11783/docs/740.pdf>), les stations de Lotier hispide peuvent faire l'objet d'un décapage, au mois de septembre en vue du transfert de la banque de graines vers la zone écologique préservée (cf. figure suivante).

Au besoin, la terre végétale, qui contient les graines de lotiers est soigneusement stockée sur site, sous une bâche, en attendant sa réutilisation.

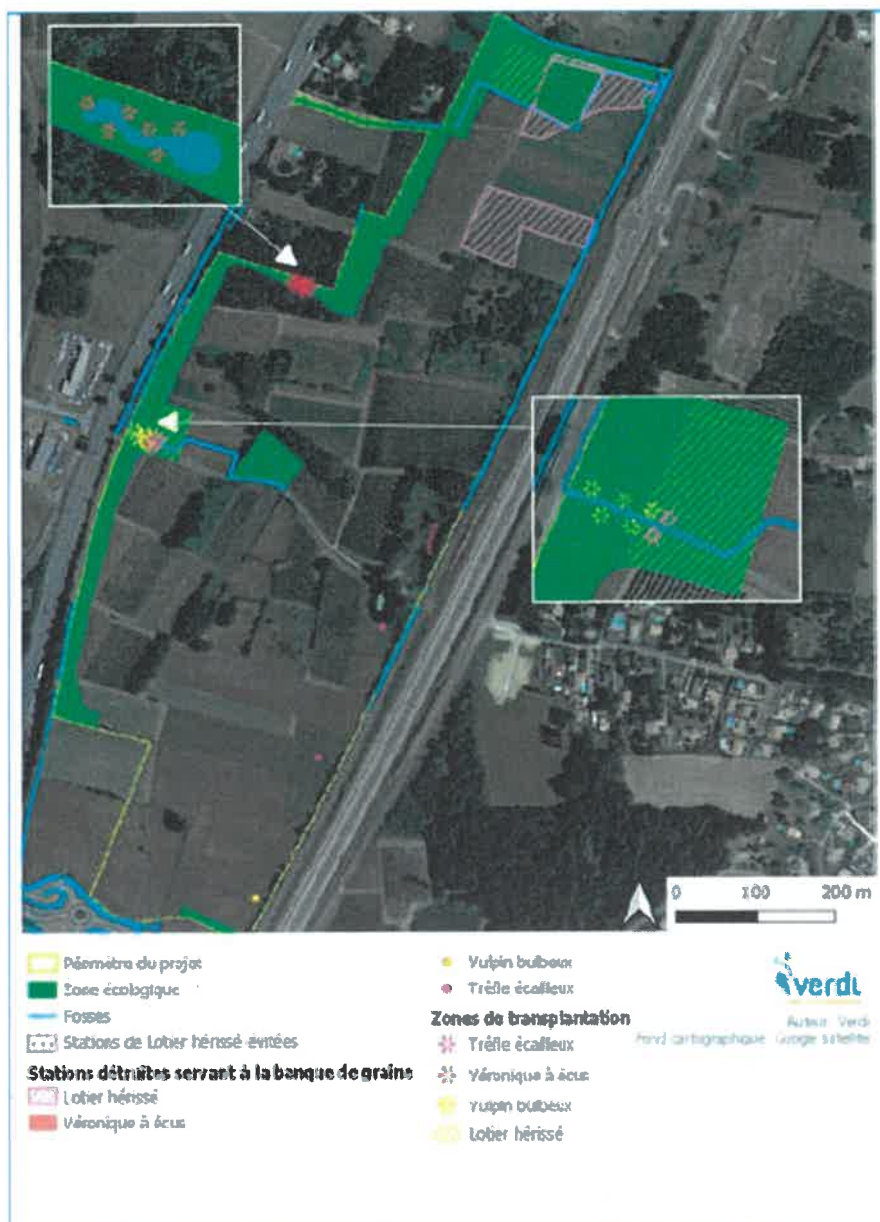
La terre est ensuite régalée au niveau de secteur de la zone écologique préservée.

Après avis du CBNSA sur les modes opératoires, l'écologue procède également au transfert des pieds de Vulpin bulbeux, de Trèfle écailleux et Véronique à écus.

La Véronique à écus est transplantée sur les berges de la mare recréée dans la Saussaie, le Vulpin bulbeux sur les berges du fossé dévoyé et le Trèfle écailleux sur la prairie près du fossé dévoyé.

Le marquage des pieds à déplacer est réalisé lors de la floraison des espèces et la transplantation est effectuée à partir de septembre.

Le compte rendu de l'ensemble de ces opérations de transfert, précisant notamment les modalités de prise en compte des espèces invasives, la délimitation des stations à transplanter, les modalités de décapage, de stockage, de transfert et de préparation du site d'accueil, est transmis à la DREAL (especes-protegees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr), sans délais à l'issue de leur mise en œuvre.



Article 5.4.9 – Déplacement d'individus de petite faune protégées (R4)

Le cas échéant, le pétitionnaire met en œuvre des opérations de sauvetage pour la petite faune (amphibiens notamment) présente au sein de l'emprise travaux, notamment avant les travaux de compensation in situ et avant la libération d'emprise.

Ces déplacements d'individus d'espèces protégées sont réalisés par l'écologue chargé du suivi du chantier.

Ces opérations font l'objet d'un compte-rendu transmis à la DREAL/SPN et précisant notamment les modalités techniques mises en œuvre, la localisation précise des secteurs de transfert et la liste des espèces déplacées.

Le compte rendu de l'ensemble de ces opérations de sauvetage et déplacement, précisant notamment les modalités techniques mises en œuvre, la localisation précise des secteurs de transfert et la liste exhaustive des espèces déplacées, est transmis à la DREAL (especes-protegees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr), à l'issue de chacune des 3 étapes décrites à l'article 5.4.2. .

Article 5.4.10 – Aménagement paysager et renforcement de la trame verte (R14)

A l'issue de la construction des lots, les aménagements temporaires (base vie, réseau

d'assainissement et dépôts provisoires...) sont supprimés, les déchets éliminés, le sol remis en état et les dépendances vertes revégétalisées.

Les sols localement perturbés peuvent être décompactés superficiellement en fin de chantier afin de favoriser la recolonisation spontanée par les espèces végétales présentes, sous réserve du respect de l'article 5.4.7.

Lors de cette phase, toutes les mesures de prévention, éradication et confinement sont à nouveau mises en oeuvre pour éviter la réapparition et la dispersion des espèces invasives sur le site aménagé.

L'aménagement paysager (plantations, revégétalisation) du site est réalisé en suivant.

Les plantations et semis sont réalisés au moyen d'espèces indigènes, d'origine locale (marque « Végétal local » ou marque équivalente (cf. référentiel technique pour la récolte/production) et adaptées aux conditions stationnelles locales, selon les préconisations disponibles sur le site de l'Observatoire de la Biodiversité Végétale (<https://obv-na.fr/ressources#vegetalisation>) et notamment le module d'aide au choix d'espèces végétales indigènes à planter (https://obv-na.fr/vegetalisation/choix_especes).

A ce titre, *Cercis siliquastrum* et *Acer ginnata*, espèces non indigènes, sont à retirer de la palette végétale proposée dans la demande de dérogation.

L'utilisation d'espèces protégées, menacées ou de variétés horticoles est en particulier interdite.

La palette végétale utilisée doit en outre exclure toute espèce reconnue pour son caractère invasif et être adaptée aux espèces concernées par l'aménagement..

Cette mesure permet de maintenir un maillage d'espaces verts variés (bassin, noue, boisement, fourrés haies, prairies, vignes et fruitiers) au sein du site selon des axes Nord-Sud et Ouest-Est.

Les modalités fines de cette mesure (liste des espèces, structuration des plantations, localisation des différents aménagements paysagers...) sont précisées et validées par l'écologue chargé du suivi des travaux et transmises à la DREAL (especes-protgees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr), pour validation préalable.

En phase d'exploitation du site, les espaces verts aménagés au sein du site du projet font l'objet d'une gestion et d'un entretien extensifs et différenciés.

Les moyens mécaniques ou thermiques sont systématiquement privilégiés, à l'exclusion de tout traitement chimique. Les travaux d'entretien sont réalisés en dehors des périodes sensibles pour la faune.

Une attention particulière est apportée aux amendements dans les espaces verts pour ne pas générer de dérive trophique dans les fossés récepteurs, en particulier au niveau du fossé à côté de la zone humide préservée et des stations d'*Orchis laxiflora*.

L'apparition d'espèces exotiques envahissantes fait l'objet d'une surveillance spécifique et, le cas échéant, de propositions de lutte.

Article 5.4.11 – Limitation de la pollution lumineuse

Dans l'objectif de conforter la trame noire, une attention particulière est apportée aux modalités d'éclairage du site afin de perturber le moins possible la faune locale, notamment les chiroptères.

La durée d'éclairage extérieur est ainsi adaptée et restreinte. Les dispositifs basse consommation d'énergie sont privilégiés et installés en dirigeant les faisceaux lumineux vers le sol.

La zone écologique est exempte d'éclairage et l'éclairage des emprises du projet est tourné vers les lots et non pas en direction de la zone écologique.

Les modalités détaillées du dispositif retenu, après avis de l'écologue (choix des équipements, orientation de l'éclairage, temps d'éclairage...), sont adressées à la DREAL (especes-protgees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr), pour information, préalablement à son installation.

Article 5.4.12 – Limitation du risque de mortalité pour la faune

Les berges des bassins et des noues sont réalisées, si possible, en pente douce et végétalisées pour permettre à la faune de sortir et d'éviter la noyade.

Le cas échéant, des dispositifs d'échappatoire pour la petite faune sont mis en place (planche, grillage...) sur chacun des bassins pour permettre aux animaux qui y tomberaient de s'agripper et de sortir.

Les modalités détaillées des dispositifs retenus, après avis de l'écologue, sont adressées à la DREA (especes-protégees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr), pour information, préalablement à leur installation.

L'ensemble des mesures, objet de l'article 5.4, est porté au journal de bord du chantier, conformément à l'article 5.5 du présent arrêté.

Article 5.5 – Compte-rendu de l'état d'avancement du chantier

Le bénéficiaire est tenu d'établir et de transmettre à la DREAL/SPN/UD, tous les mois ou à une fréquence régulière adaptée à l'actualité du chantier, un journal de bord des travaux, précisant notamment le planning et le plan du chantier, les enjeux relatifs aux espèces protégées, l'enchaînement des phases et opérations ainsi que les actions répondant aux prescriptions du présent arrêté (articles 5.3 et 5.4).

Ce document (journal de bord) indique, en outre, tout accident ou incident survenu sur le chantier et susceptible de porter atteinte aux espèces protégées et/ou à leurs habitats.

Article 5.6 – Mesures de compensation

Les impacts résiduels, après mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction, nécessitent la mise en œuvre de mesures de compensation à hauteur de :

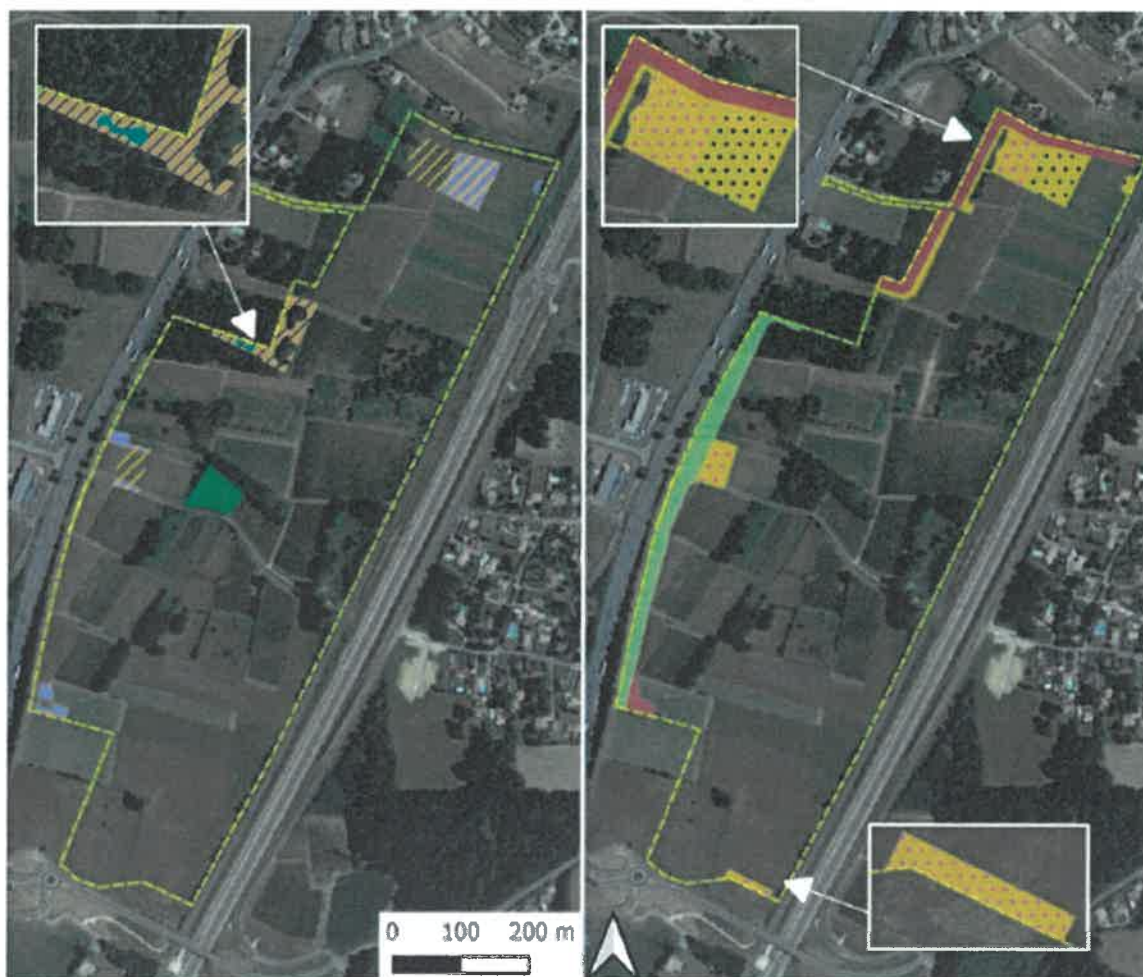
- 7,71 ha de boisements plus ou moins humides favorables à l'Ecureuil roux, aux oiseaux forestiers, aux reptiles et au repos des amphibiens,
- 3,57 ha de fourrés, haies, alignements d'arbres et prairies favorables au Hérisson d'Europe, aux reptiles, aux oiseaux des milieux semi-ouverts et ouverts et au repos des amphibiens,
- 6,75 ha de boisement pouvant accueillir les chiroptères arboricoles et le grand Capricorne,
- 0,97 ha d'habitat de reproduction pour les amphibiens,
- 1 ha au minimum d'habitats favorables au Lotier hispide.

La compensation en faveur des espèces protégées, telle qu'illustrée en figures suivantes (cf. figures 127, 159, 160 et 161 de la demande de dérogation), est mise en œuvre sur les secteurs suivants :

- 1 - Zone écologique *in situ* en limite du projet (5 ha) ,
- 2 - Site de Salignac-Val-de-Virvée, secteur nord et secteur sud (24 ha),
- 3 - Site de Lugon-et-l'Ile-du-Carnay (13,1 ha).

Sur ces sites, les mesures de compensation consistent notamment à :

- restaurer les zones humides (comblement de fossés, suppression de drains, étrépage, décapage, plançonnage...),
- mettre en place des îlots de sénescence,
- planter et entretenir des haies, des fourrés et des bosquets,
- restaurer ou créer et entretenir des réseaux de mares et dépressions humides,
- restaurer ou renaturer et entretenir des prairies,
- lutter contre les espèces exotiques envahissantes...



- | | |
|--------------------------------------|--|
| Périmètre du projet | IN-C05 : Végétalisation par transfert de graine |
| IN-C01 : Arrachage de vigne | IN-C06 : Végétalisation végétalisation naturelle |
| IN-C02 : Décapage | IN-C07 : Création d'une mare |
| IN-C03 : Etrépage | IN-C08 : Maintien en îlot de senescence |
| IN-C04 : Plantation boisement | IN-C09 : Retard de fauche |
| IN-C04 : Plantation haies et fourrés | |
| IN-C05 : Flançonnage | |



Auteur: Verdi

Fond cartographique: Google satellite

Figure 127: Synthèse des mesures de compensation in-situ

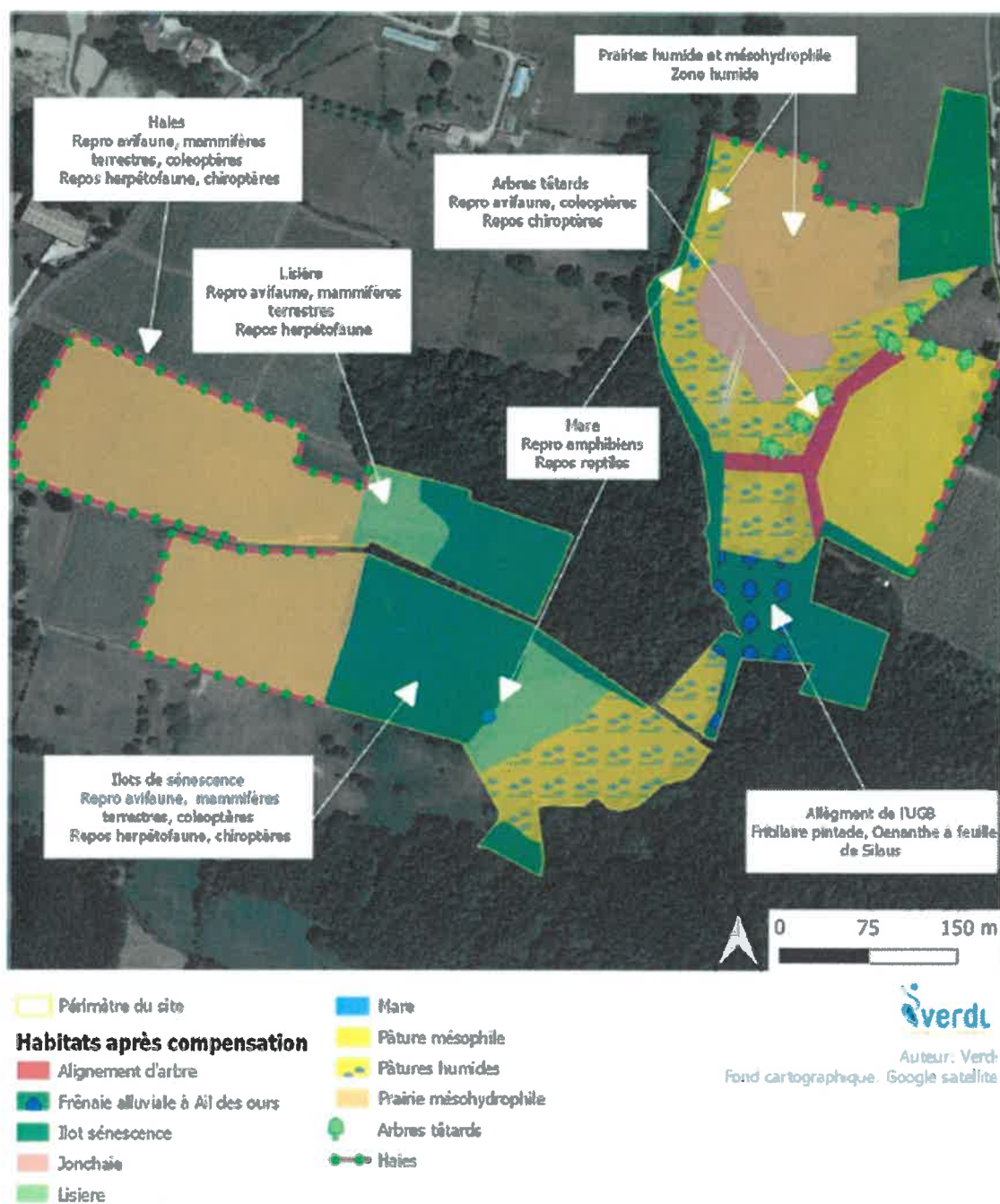
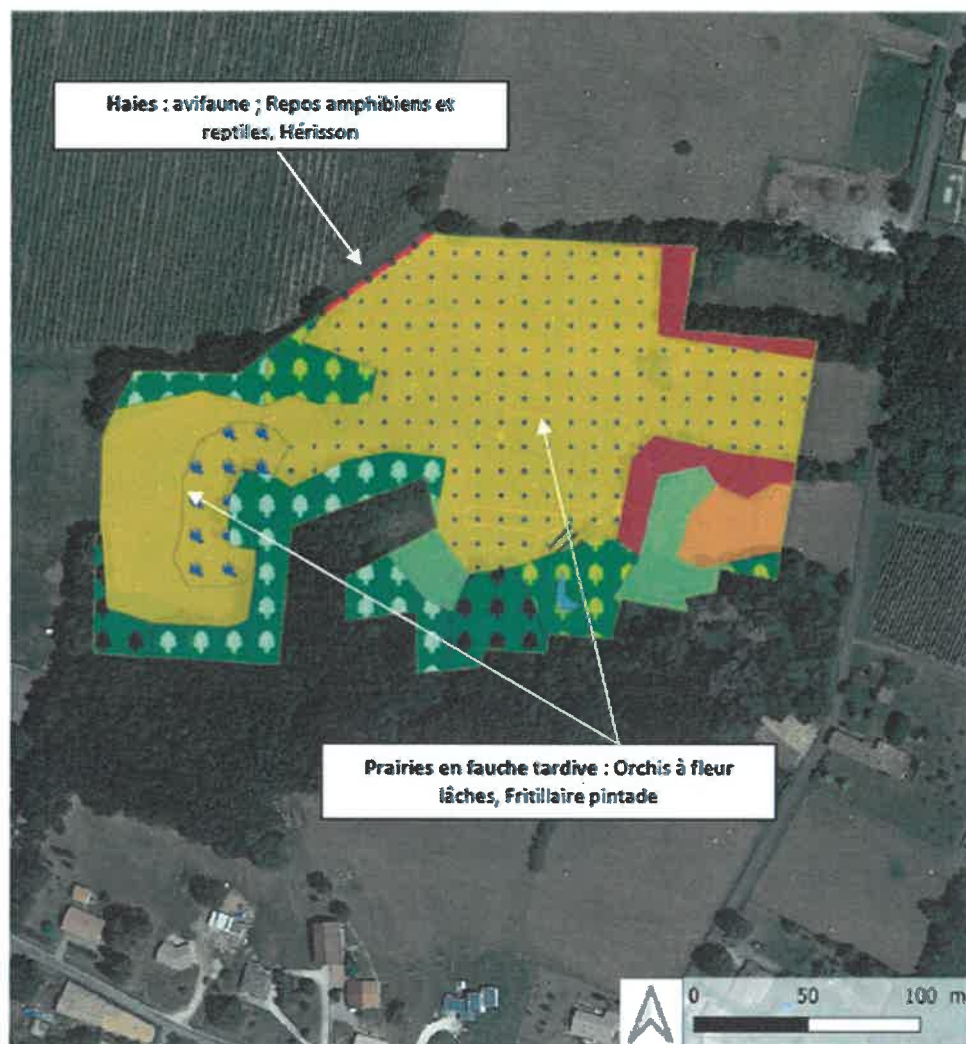


Figure 159: Gains des mesures de compensation réalisées sur Salignac sud



Habitats après compensation

- Bois de Robinier
- Chénale Charmale
- Frênaie
- Haie mésophile et bosquet
- Mare
- Prairie de fauche atlantique acidifine
- Prairie enrichie
- Prairie humide acidiphile à Jonc acutiflore
- Prairie humide méso-eutrophe
- Prairie mésohygrophile de fauche
- Roncier
- Haies



100 rue de la République

33100 Bordeaux Cedex 03 53 53 53 53

Figure 160: Gains des mesures de compensation réalisées sur Salignac nord

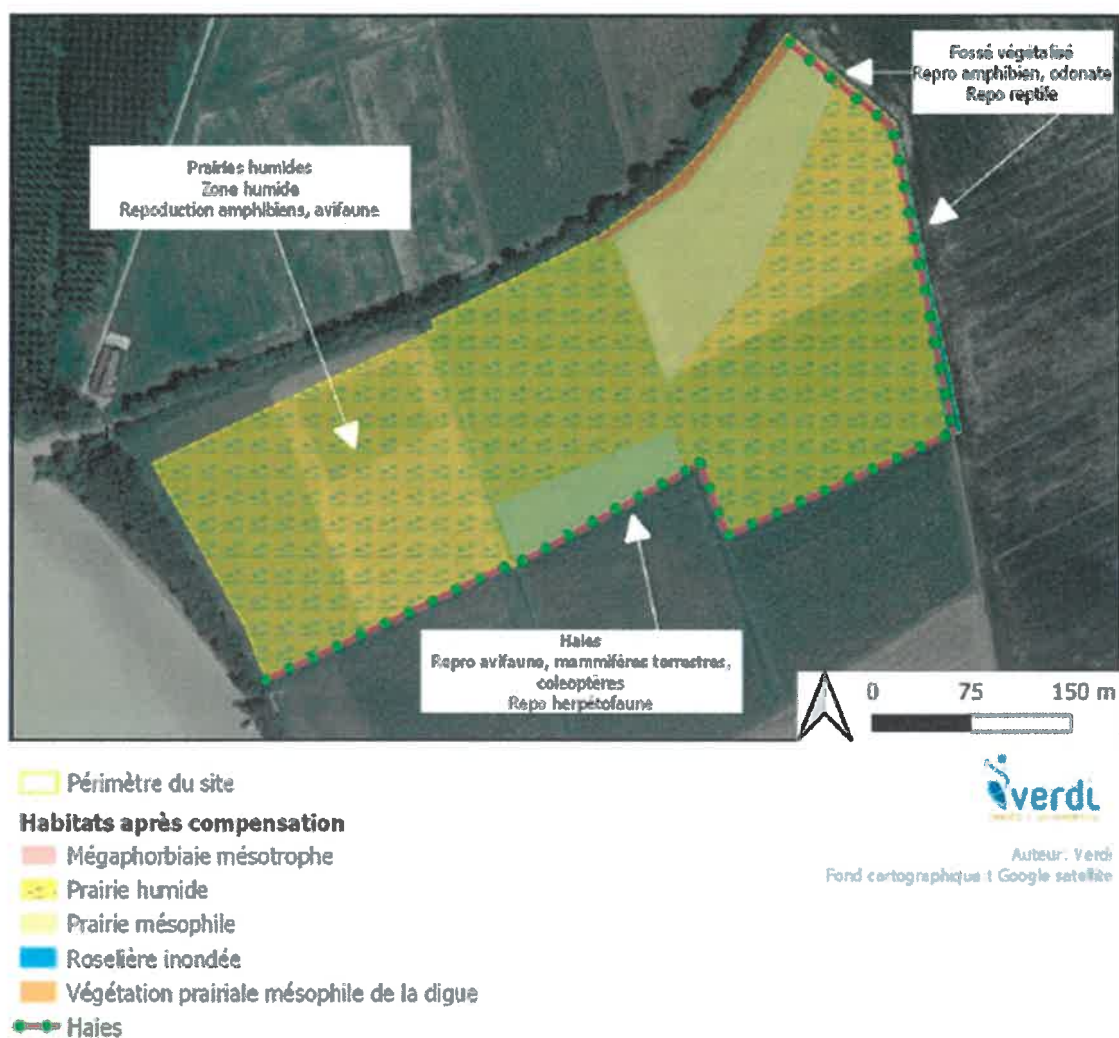


Figure 161: Gains des mesures de compensation réalisées sur Lugon

Après travaux compensatoires, l'ensemble des secteurs de compensation fait l'objet d'une gestion et d'un entretien conservatoire pendant une durée minimum de 30 ans (50 ans pour les boisements), à compter de leur aménagement et/ou restauration et de la mise en œuvre du plan de gestion.

Les sites de Salignac (Nord et Sud) et de Lugon bénéficient d'une sécurisation foncière et d'une gestion via un contrat de type Obligation Réelle Environnementale (ORE), conclu pour 30 ans (50 ans pour les boisements) entre le bénéficiaire, le propriétaire des parcelles (M. Yohan Bardeau) et la Chambre d'Agriculture de la Gironde.

Cette dernière assure la fonction d'opérateur de compensation et coordonne la mise en œuvre des mesures de restauration et de gestion. Elle est accompagnée d'un bureau d'étude spécialisé en génie écologique, chargé de préciser et d'encadrer les chantiers de restauration/renaturation.

Le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Nouvelle Aquitaine et l'association Arbres et Paysage peuvent être directement associés la sécurisation et au suivi des îlots de sénescence.

Le bénéficiaire transmet à la DREAL (especes-protégées.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr), l'ORE définitive signée, ainsi que le nom du bureau d'études auquel il fait appel. Il précise également, le cas échéant, le nom des personnes ressources du CEN Nouvelle Aquitaine et de l'association Arbres et Paysage.

Pour la compensation (*in situ*), la DREAL/SPN/UD est informée des modalités de sécurisation foncière (mise à disposition, conventionnement...) et des modalités d'organisation de la compensation, notamment concernant l'opérateur de compensation, chargé de coordonner la mise

en œuvre des mesures et la gestion de la zone écologique.

Chaque site compensatoire fait l'objet d'un plan de gestion dans lequel sont listés, par espèce (ou groupe d'espèces) cible, les objectifs à atteindre et les actions de restauration, de renaturation, de gestion conservatoire et d'entretien à mener (cf. annexes 5 à 7 de la demande de dérogation).

Ces plans de gestion indiquent, en fonction de l'état des lieux précis de chaque secteur et de l'objectif recherché, la ou les espèces visées, le gain écologique attendu, le calendrier des interventions envisagées, les zones à traiter, les techniques retenues pour la restauration/renaturation/modification des pratiques actuelles et l'entretien des milieux ainsi que les modalités de suivi (objectifs, indicateurs, protocoles, sites témoins, forme des rendus...).

Les travaux compensatoires doivent débuter au plus tard en 2024. Les services de la DREAL (especes-protgees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr), sont en outre informés, dans les plus brefs délais, du démarrage de ces travaux.

Un suivi et un encadrement du chantier de compensation est assuré par un écologue pendant toute la durée de ces travaux.

Les travaux compensatoires font, dès leur achèvement, l'objet d'un compte-rendu de chantier qui est transmis à la DREAL (especes-protgees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr).

Par la suite, les opérations de gestion conservatoire et d'entretien (calendrier d'intervention, matériel utilisé, modalités...) sont consignées dans un cahier d'entretien propre à chacun des secteurs visés.

Le plan de gestion est décliné par périodes de 5 ans.

Pendant les quatre premières années, en cas d'évolution négative des populations des espèces protégées et de leurs habitats, des adaptations peuvent être apportées aux mesures d'entretien et de gestion conservatoire précisées dans les plans de gestion en fonction des résultats du suivi des mesures.

A l'issue du 1^{er} bilan à 5 ans de l'ensemble des mesures, de nouveaux plans de gestion sont établis et transmis à la DREAL (especes-protgees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr), pour validation.

Le bénéficiaire doit fournir aux services de l'État toutes les informations nécessaires à la bonne tenue de l'outil de géolocalisation des mesures de compensation des atteintes à la biodiversité (GéoMCE). Les données relatives aux mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement peuvent également y être jointes.

A cette fin, le bénéficiaire transmet à la DREAL via l'adresse e-mail : geomce.drealna@developpement-durable.gouv.fr, les éléments listés ci-dessous avant le 31/12/2023 :

- une fiche « projet »,
- une fiche « mesure » pour chacune des mesures compensatoires prescrites,
- une couche SIG de géolocalisation des mesures au format shapefile (.shp), produite dans le système de projection L93/RGF93 (EPSG 2154) et dont les données attributaires comportent a minima un champ identifiant explicitement la mesure afférente à l'objet géographique (exemple : nom de la mesure, numéro de la fiche mesure).

L'ensemble des modèles à utiliser pour les éléments listés *supra*, ainsi que la notice d'utilisation du fichier gabarit sont accessibles sur le site internet de la DREAL Nouvelle-Aquitaine, par le lien : <https://www.nouvelle-aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/communication-des-donneesenvironnementalespar-a10758.html>

(ou en saisissant « GéoMCE » dans la barre de recherche de la page d'accueil du site internet).

Article 5.7 – Mesures de suivi

Article 5.7.1 – Suivi environnemental des chantiers

Un suivi environnemental de chantier est mis en œuvre durant l'ensemble des phases de travaux (aménagement du projet et travaux compensatoires), afin que soient assurées les opérations suivantes :

- suivi de la bonne exécution des prescriptions du présent arrêté, en phase de préparation de chantier, de travaux, de remise en état et de compensation,
- suivi de la réalisation et de la transmission des documents d'exécution,
- balisage et mise en défens des secteurs évités,

- balisage et gestion des espèces exotiques envahissantes en adaptant notamment les plans de circulation des engins, les zones de stockage et de stationnement,
- contrôle du phasage coordonné de l'aménagement et des mesures de compensation *in situ*,
- contrôle de la pose des barrières anti-intrusion pour la petite faune,
- contrôle du transfert des espèces végétales patrimoniales,
- sauvetage d'individus d'espèces protégées de petite faune,
- contrôle de la présence de faune remarquable sur les arbres avant leur coupe et adaptation des modalités d'abattage et de stockage des troncs le cas échéant,
- définition et contrôle de la mise en œuvre des mesures visant à limiter l'attractivité des milieux,
- contrôle du décapage, stockage et régalage des stations de Lotier hispide,
- transplantation des stations de Vulpin Bulbeux, Trèfle écaillé et Véronique à écus,
- suivi du déroulement et de la remise en état du chantier,
- contrôle des aménagements paysagers
- contrôle du dispositif d'éclairage du site,
- adaptation, si nécessaire, des mesures d'évitement, de réduction et de compensation,
- formation du personnel technique...

Le bénéficiaire impose aux entreprises réalisant les travaux d'appliquer les dispositions du présent arrêté. Ces mesures sont reprises dans les dossiers de consultation des entreprises sous forme d'une notice de respect de l'environnement.

Article 5.7.2 – Suivis écologiques, analyse et bilans

Le bénéficiaire est tenu de mettre en place un suivi écologique sur le site du projet, les secteurs évités ainsi que sur les secteurs de compensation afin de pouvoir apprécier, avec précision, sur une période de 30 ans (50 ans pour les boisements), l'efficacité de l'ensemble des mesures (évitement, réduction et compensation) mises en œuvre sur les espèces concernées par le projet.

Les suivis des habitats naturels, des espèces végétales et animales dont les espèces cibles de cette dérogation et de leurs habitats sont instaurés dès 2023 pour les secteurs d'évitement et de compensation (état zéro) et dès le début de l'exploitation sur le site du projet.

Ils sont réalisés de façon annuelle pendant les 5 premières années, puis tous les 5 ans pendant les 25 années suivantes. Pour les boisements de sénescence, le suivi est poursuivi les 20 années suivantes à raison d'un suivi tous les 10 ans.

Ces suivis sont complétés par une surveillance des espèces invasives.

Le compte-rendu détaillé des opérations de suivi, comprenant notamment les données naturalistes récoltées, l'analyse et le bilan des données de suivi sont transmis à la DREAL (especes-protégees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr), à l'issue de chaque campagne de suivi (au plus tard le 31 décembre de l'année de suivi).

L'analyse des données de suivi des 4 premières années permet, en cas d'évolution négative ou d'absence d'évolution des populations des espèces protégées et de leurs habitats, d'adapter ou modifier les mesures de mises en œuvre, voire de proposer des mesures complémentaires.

A l'issue du bilan des mesures à 5 ans, de nouveaux plans de gestion, pour l'ensemble des dépendances vertes du projet et des secteurs de compensation est établi et transmis à la DREAL (especes-protégees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr), pour validation.

Dans l'hypothèse où les analyses menées dans le cadre de ce bilan à 5 ans concluent à l'inefficacité de certaines mesures de compensation, des sites de compensation alternatifs ou complémentaires sont proposés sans délai à la DREAL (especes-protégees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr).

Le bénéficiaire est tenu de verser, sur l'espace de dépôt <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/>, les données brutes de biodiversité acquises postérieurement à la décision administrative à l'occasion du suivi des impacts et des mesures compensatoires. Celles-ci sont fournies aux mêmes échéances que les suivis afférents et le récépissé de dépôt est transmis sans délai à la DREAL (especes-protégees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr).

Article 5.8 - Accès au site

Sous réserve de souscrire aux règles de sécurité imposées par le coordonnateur de sécurité dans le cadre des travaux, les agents chargés de la police de la nature ont libre accès aux installations, travaux ou activités autorisés par la présente dérogation. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

La DREAL et les services départementaux de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) peuvent, à tout moment, pendant et après les travaux, procéder à des contrôles inopinés, notamment visuels et cartographiques. Le pétitionnaire permet aux agents chargés du contrôle de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

Titre VI - Prescription relative à la réalisation d'opérations de défrichement

Les opérations de défrichement sont autorisées d'être réalisées pour les parcelles concernées dans les conditions prévues par la demande d'autorisation environnementale susvisée et dans le respect du code forestier susvisé en vigueur.

Titre VII - Évaluation de conformité aux prescriptions applicables

Dans un délai de six mois à compter de la mise en service du site, l'exploitant réalise une évaluation de la conformité de ses installations par rapport aux dispositions du présent arrêté ainsi que celles des arrêtés ministériels applicables à l'établissement (Espèces protégées, défrichement, loi sur l'eau, ICPE, IOTA...).

En cas de non-conformités, l'exploitant établit un plan d'actions qu'il communique à l'inspection en justifiant l'acceptabilité des échéances qu'il a retenues pour se mettre en conformité.

Titre VIII - Publicité, voies et délais recours, exécution

Article 8.1 - Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément à l'article **R181-44 du code de l'environnement**,

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article [R. 181-38](#) ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat (www.gironde.gouv.fr) dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 8.2 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article **R181-50 du code de l'environnement**, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

- par l'exploitant dans un délai de **deux mois** qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de **quatre mois** à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet << www.telerecours.fr >> .

Article 8.3 - Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société PITCH IMMO

Une copie sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Gironde,
- Madame la Sous-Préfète de Blaye,
- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Maire de commune de GAURIAGUET,
- Monsieur le Maire de la commune de PEUJARD,
- Monsieur le Maire de CUBNEZAIS,
- Madame la Maire de MARSAS,
- Monsieur le Maire de VAL-DE-VIRVEE.

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux le, 11 AVR. 2023

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale

Aurore Le BONNEC

Annexe 1 - Quantités maximales autorisées de produits / matières par cellules / sous-cellules dans chacun des 4 bâtiments de stockage

Rubrique ICPE associée	Bâtiment A		Bâtiment B		Bâtiment C		Bâtiment D		Total
	Volume ou poids max	Cellule(s)	Volume ou poids max	Cellule(s)	Volume ou poids max	Cellule(s)	Volume ou poids max	Cellule(s)	
1510 - Entrepôt couvert	365 927 m³		245 230 m³		480 185 m³		978 865 m³		2 070 207 m³
1530 - Dépôt de papiers et cartons	60 000 m³	A1 à A5	36 000 m³	B1 à B3	72 000 m³	C1 à C6	144 000 m³	D1 à D12	312 000 m³
1532 - Stockage de bois	60 000 m³	A1 à A5	36 000 m³	B1 à B3	72 000 m³	C1 à C6	144 000 m³	D1 à D12	312 000 m³
2662 - Stockage de polymères	58 000 m³	A1 à A5 (A1 : 10 m)	34 000 m³	B1 à B3 (B1 : 10 m)	60 000 m³	C2 à C6 (C1 : Interd.)	144 000 m³	D1 à D12	297 000 m³
2663-1 - Stockage de polymères	58 000 m³	A1 à A5 (A1 : 10 m)	34 000 m³	B1 à B3 (B1 : 10 m)	60 000 m³	C2 à C6 (C1 : Interd.)	144 000 m³	D1 à D12	297 000 m³
2663-2 - Stockage de pneumatiques	58 000 m³	A1 à A5 (A1 : 10 m)	34 000 m³	B1 à B3 (B1 : 10 m)	60 000 m³	C2 à C6 (C1 : Interd.)	144 000 m³	D1 à D12	297 000 m³
1436 - Liquides de point éclair compris entre 60°C et 93°C	160 t	Sous-cellule SCA	110 t	Sous-cellule SCB	210 t	Sous-cellule SCC	420 t	Sous-cellule SCD	900 t
1450 - Solides inflammables	25 t	Sous-cellule SCA	20 t	Sous-cellule SCB	35 t	Sous-cellule SCC	70 t	Sous-cellule SCD	150 t
1630 - Lessives de soude ou de potasse caustique	90 t	A2 à A5	60 t	B3	120 t	C1, C2, C3 et C5	230 t	Toutes (sauf D3, D7 et D11)	500 t
2171 - Fumiers, engrais et supports de culture	35 m³	A1 à A5	25 m³	B1 à B3	45 m³	C1 à C6	95 m³	D1 à D12	200 m³
4110-2 - Liquides toxiques - Cat 1	30 kg	A2 à A5	20 kg	B3	50 kg	C1, C2, C3 et C5	100 kg	Toutes (sauf D3, D7 et D11)	200 kg

Nota : pour les produits classés 2662 / 2663 stockés dans la cellule A5, il convient de s'assurer du respect des dispositions préalablement de l'article 3.16 « Conditions d'accès et de circulation des secours en cas de feu dans la cellule A5 »

Rubrique ICPE associée	Bâtiment A		Bâtiment B		Bâtiment C		Bâtiment D		Total
	Volume ou poids max	Cellule(s)	Volume ou poids max	Cellule(s)	Volume ou poids max	Cellule(s)	Volume ou poids max	Cellule(s)	Volume ou poids max
4120-2 – Liquides toxiques – Cat 2	1,5 t	A2 à A5	1 t	B3	2 t	C1, C2, C3 et C5	4,5 t	Toutes (sauf D3, D7 et D11)	9 t
4130-2 – Liquides toxiques – Cat 3	1,5 t	A2 à A5	1 t	B3	2 t	C1, C2, C3 et C5	4,5 t	Toutes (sauf D3, D7 et D11)	9 t
4130-2 – Liquides toxiques – Cat 3 pour la voie d'exposition orale (H301)	1,5 t	A2 à A5	1 t	B3	2 t	C1, C2, C3 et C5	4,5 t	Toutes (sauf D3, D7 et D11)	9 t
4150 – Toxicité spécifique (STOT)	2,5 t	A2 à A5	2 t	B3	3,5 t	C1, C2, C3 et C5	7 t	Toutes (sauf D3, D7 et D11)	15 t
4320 - Aérosols	11 t	Sous-cellule SCA	7,5 t	Sous-cellule SCB	14 t	Sous-cellule SCC	27,5 t	Sous-cellule SCD	60 t
4321 - Aérosols	90 t	Sous-cellule SCA	60 t	Sous-cellule SCB	120 t	Sous-cellule SCC	230 t	Sous-cellule SCD	500 t
4330 – Liquides inflammables – Cat 1	300 kg	Sous-cellule SCA	200 kg	Sous-cellule SCB	500 kg	Sous-cellule SCC	1 t	Sous-cellule SCD	2 t
4331 – Liquides inflammables – Cat 2 ou 3	15 t	Sous-cellule SCA	10 t	Sous-cellule SCB	20 t	Sous-cellule SCC	45 t	Sous-cellule SCD	90 t
4441 – Liquides combustibles	750 kg	A2 à A5	500 kg	B3	1 t	C1, C2, C3 et C5	1,75 t	Toutes (sauf D3, D7 et D11)	4 t
4510 – Produits dangereux pour l'environnement – Cat 1	4 t	A2 à A5	2 t	B3	6 t	C1, C2, C3 et C5	8 t	Toutes (sauf D3, D7 et D11)	19 t

Rubrique CPE associée	Bâtiment A		Bâtiment B		Bâtiment C		Bâtiment D		Total
	Volume ou poids max	Cellule(s)	Volume ou poids max	Cellule(s)	Volume ou poids max	Cellule(s)	Volume ou poids max	Cellule(s)	
4511 – Produits dangereux pour l'environnement – Cat 2	18 t	A2 à A5	12 t	B3	23 t	C1, C2, C3 et C5	44 t	Toutes (sauf D3, D7 et D11)	90 t
4718 – Gaz inflammables liquéfiés	500 kg	Sous-cellule SCA	300 kg	Sous-cellule SCB	700 kg	Sous-cellule SCC	1,5 t	Sous-cellule SCD	3 t
4734 – Produits pétroliers spécifiques	350 kg	Sous-cellule SCA	250 kg	Sous-cellule SCB	500 kg	Sous-cellule SCC	900 kg	Sous-cellule SCD	2 t
4741 – Mélanges d'hypochlorite de sodium	3 t	A2 à A5	2 t	B3	4 t	C1, C2, C3 et C5	10 t	Toutes (sauf D3, D7 et D11)	19 t
4755 – Alcools de bouche	80 t	Sous-cellule SCA	50 t	Sous-cellule SCB	100 t	Sous-cellule SCC	220 t	Sous-cellule SCD	450 t
4901 – Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, etc.	180 t	A1 à A5	125 t	B1 à B3	235 t	C1 à C6	450 t	D1 à D12	1000 t

Annexe 2 - DESCRIPTIF DES DIFFÉRENTES ACTIONS
SUR LE SITE DE LA LANDE DE FRONSAC

Typologie d'objectifs généraux	Définition des objectifs généraux	Fiches actions
Restauration de la zone humide	OR 1 : Restaurer les fonctions de la zone humide et son intérêt écologique	EX-C04 et EX-C13 Retalutage des berges de la mare existante et création de mares et de dépressions humides
		EX-C05 Comblement des fossés
		EX-C07 Plantation de haies arbustives et d'un boisement de feuillus
		EX-C10 Restaurer/créer une prairie naturelle et une mégaphorbiale
Gestion et entretien des milieux	OG 2 : Conserver les habitats en bon état et favoriser l'implantation d'espèces patrimoniales	EX-C08 et EX-C11 Maintien d'îlots de sénescence et création de lisières étagées par une libre évolution accompagnée
		EX-G01 Entretien des plantations
		EX-G02 Entretien des mares
		EX-G04 Gestion des prairies et mégaphorbiales par retard de fauche
Sécurisation et suivi à long terme de la biodiversité des milieux	OG 3 : Gérer la prolifération des espèces invasives pour favoriser la flore autochtone	EX-C16 et EX-G06 Suivi et gestion des EVEC
		EX-S09 Suivis floristiques et de zones humides
		EX-S10 Suivis faunistiques
		EX-Sé12 Sécurisation des sites par un contrat ORE



Localisation des mesures de compensation

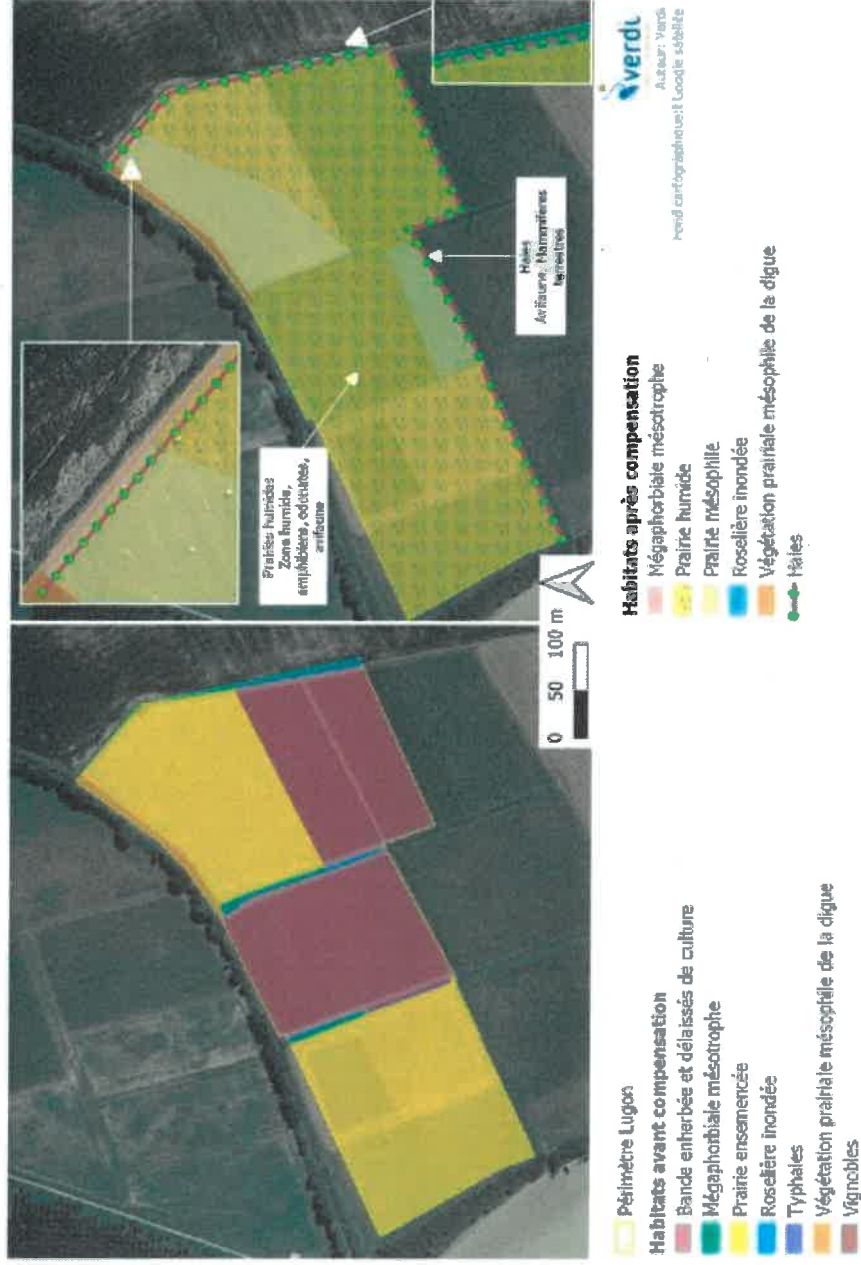
Annexe 3 - DESCRIPTIF DES DIFFÉRENTES ACTIONS SUR LE SITE DE LUGON ET L'ÎLE DU CARNAY

Objectifs généraux	Enjeux	Fiche actions
OR 1 : Mieux comprendre le fonctionnement hydraulique du site, notamment afin d'adapter les actions proposant des aménagements de mares ou zones en eau	Zone humide Amphibiens	EX-C01 Pose de piézomètres
OR 2 : Convertir un habitat de faible intérêt en habitat d'intérêt supérieur : la prairie mésohygrophile. Restaurer une zone humide par arrachage des vignes et étrépage et permettre l'expression d'une flore spécifique aux zones humides	Prairie mésohygrophile Oenanthe à feuilles de sileus, Orchis à fleurs lâches Zones humides	EX-C02 Arrachage de vigne
OR 3 : Eliminer la couche superficielle du sol préalablement en vigne ou en prairie et favoriser la remontée de la nappe. Restaurer l'expression d'une flore spécifique aux zones humides	Prairie mésohygrophile, Prairie humide Oenanthe à feuilles de sileus, Orchis à fleurs lâches, Fritillaire pintade Herpétofaune	EX-C03 : Etrépage
OR 4 : Restauration de Zone Humide	Prairie mésohygrophile, Prairie humide	EX-C04 Création de dépressions humides
Amélioration de l'état des zones humides	Prairies humides	EX-C05 Busage des fossés et comblement
OR 5 : Renforcer le maillage écologique en favorisant les sites de transit/chasse, repos et reproduction pour la faune et apporter une mosaïque de milieux	Haies, Boisement Chiroptères, Ecureuil, Hérisson, Avifaune des milieux semi-ouverts et forestiers, Herpétofaune	EX-C07 : Plantation

Objectifs généraux	Enjeux	Fiche d'action
OG 1 : Gestion et entretien des milieux évités et restaurés	Conservier les habitats en bon état et favoriser l'implantation d'espèces patrimoniales	EX-G01 Entretien des plantations EX-G04 Gestion des prairies par retard de fauche (=EX-C12 Retard de fauche)
	Gérer la prolifération des espèces invasives pour favoriser la flore autochtone	EX-G06 Gestion des EEE (= EX-C16 Gestion des EEE)
		EX-S09 Suivis floristiques
OG 2 : Suivi à long termes de la biodiversité des milieux évités et restaurés	Evaluer l'efficacité des actions mises en oeuvre à l'aide d'indicateurs précis	EX-S10 Suivis faunistiques
		EX-S11 Suivis des piézomètres
		EX-S612 Sécurisation des sites par un contrat ORE



Localisation des mesures de compensation

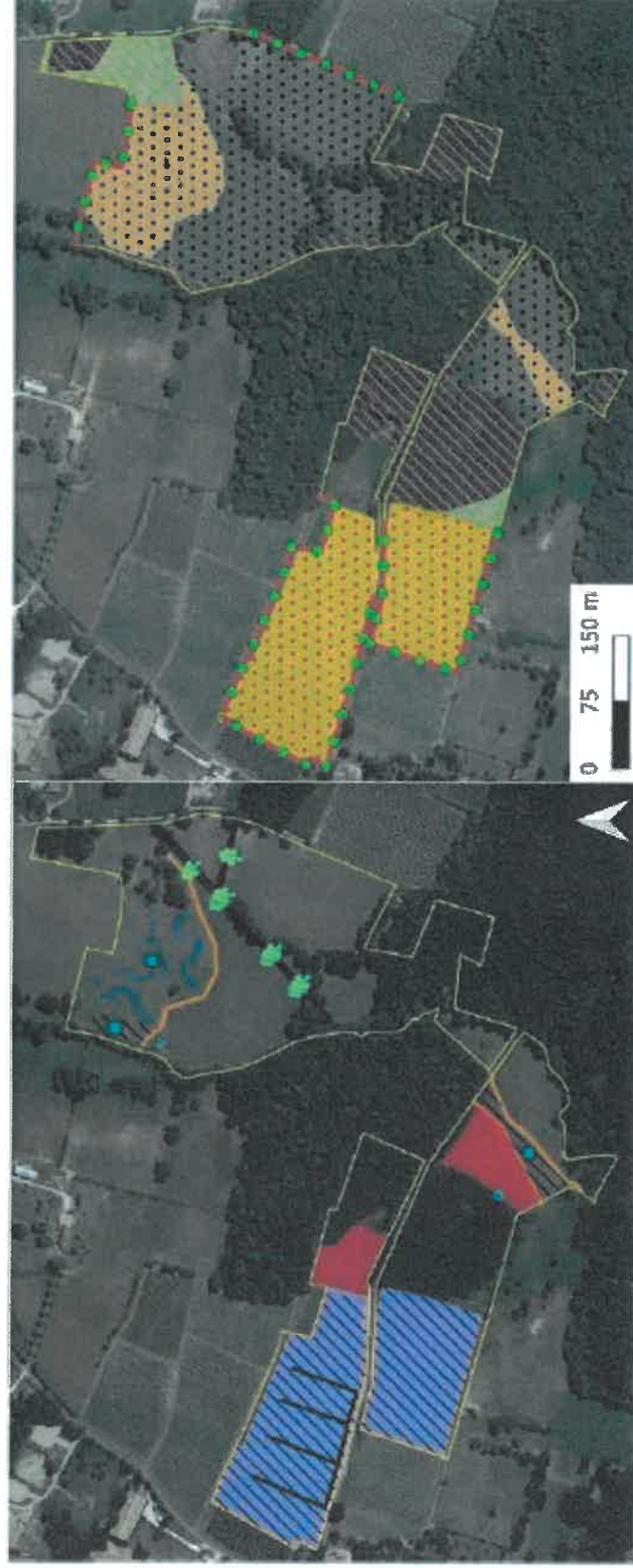


Annexe 4 – Descriptif des différentes actions sur le site de SALIGNAC, VAL DE VIRVEE

Objectifs généraux	Enjeux	Fiche actions
OR 1 : Mieux comprendre le fonctionnement hydraulique du site, notamment afin d'adapter les actions proposant des aménagements de mares ou zones en eau	Zone humide Amphibiens	EX-C01 Pose de piézomètres
OR 2 : Convertir un habitat de faible intérêt en habitat d'intérêt supérieur : la prairie mésohydrophile. Restaurer une zone humide par arrachage des vignes et étrépage et permettre l'expression d'une flore spécifique aux zones humides	Prairie mésohydrophile Oenanthe à feuilles de silaus, Orchis à fleurs lâches Zones humides	EX-C02 Arrachage de vigne
OR 3 : Eliminer la couche superficielle du sol préalablement en vigne ou en prairie et favoriser la remontée de la nappe. Restaurer l'expression d'une flore spécifique aux zones humides	Prairie mésohydrophile, Prairie humide Oenanthe à feuilles de silaus, Orchis à fleurs lâches, Fritillaire pintade, Hépatofaune	EX-C03 : Etrépage
OR 4 : Restauration de Zone Humide	Prairie mésohydrophile, Prairie humide	EX-C04 Création de dépressions humides
OR 5 : Restauration de zone humide	Prairie mésohydrophile Hépatofaune	EX-C05 Suppression de drains enterrés
OR 6 : Renforcer le maillage écologique en favorisant les sites de transit/chasse, repos et reproduction pour la faune et apporter une mosaïque de milieux	Haies, Boisement Chiroptères, Ecureuil, Hérisson, Avifaune des milieux semi-couverts et forestiers, Hépatofaune	EX-C07 : Plantation

Objectifs généraux	Enjeux	Fiche actions
OR 7 - Apporter une mosaïque de milieux Créer des écotones	Avifaune Ecreuil et Hérisson Herpétofaune	EX-C08 Création de lisières
OR 8 - Maintien des berges du ruisseau. Création d'habitat semi-ouvert.	Milieux semi-couverts et aquatiques	EX-C09 Arbres têtards
OR 9 : Végétalisation des prairies récemment recrées et améliorer leur état de conservation Renaturation de Zone Humide	Avifaune, Coléoptères saproxylophages, Chiroptères Prairie mésophile, Prairies humides et mésohygrophiles Orchis à fleurs lâches, OEnanthe à feuilles de silaus, Fritillaire pintade	EX-C10 Végétalisation
OR 10 - Apporter une diversité d'habitats dans les boisements Consolider le cortège lié aux bois morts (insectes saproxylophages) Apporter des potentialités de gîtes à chiroptères supplémentaires	Gîtes à chiroptères Habitats de reproduction des insectes saproxylophages Habitats de repos et reproduction de l'avifaune des milieux forestiers	EX-C11 Maintien en fût de senescence
OR 11 : Améliorer l'état de conservation des prairies mésophiles et favoriser la propagation de l'OEnanthe à feuilles de silaus, de l'Orchis à fleurs lâches et de la Fritillaire pintade	Prairie mésohygrophile, Prairies humides, Fossés (Typhaie, Roselières) OEnanthe à feuilles de silaus, Orchis à fleurs lâches, Fritillaire pintade Herpétofaune, Odonates	EX-C12 Retard de fauche
OR 12 : Créer une mosaïque de milieux Restauration d'un site de reproduction et de chasse pour l'herpétofaune	Amphibiens, Reptiles	EX-C13 Restauration de mare
OR 13 : Améliorer l'état de conservation des prairies humides Améliorer la propagation de l'Oenanthe à feuilles de silaus, de l'Orchis à fleurs lâches et de la Fritillaire pintade	Prairie humide Fritillaire pintade	EX-C14 Allègement de l'UGB
OR 14 - Protection du fossé, habitat de reproduction des amphibiens Protection de nouvelles prairies humides pour permettre la restauration du milieu et l'expression des espèces de flore protégées.	Prairie humide, Fossé L'ensemble des espèces de flore L'herpétofaune	EX-C15 Mise en place de clôtures
OR 15 : Améliorer l'état de conservation des milieux ouverts	Milieux ouverts, flore	EX-C16 Gestion des EEE

Objectifs généraux	Enjeux	Fiche d'action
OG 1 : Gestion et entretien des milieux évités et restaurés	Conserver les habitats en bon état et favoriser l'implantation d'espèces patrimoniales	EX-G01 Entretien des plantations
		EX-G02 Entretien de la mare
		EX-G03 Maintien de l'îlot de sénescence
		EX-G04 Gestion des prairies par retard de fauche (=EX-C12 Retard de fauche)
		EX-G07 Entretien des arbres têtards
OG 2 : Suivi à long termes de la biodiversité des milieux évités et restaurés	Gérer la prolifération des espèces invasives pour favoriser la flore autochtone	EX-G08 Entretien des aménagements
		EX-G06 Gestion des EEEs
		EX-S09 Suivis floristiques
	Evaluer l'efficacité des actions mises en œuvre à l'aide d'indicateurs précis	EX-S10 Suivis faunistiques
		EX-S11 Suivis des piézomètres
	Assurer la mise en place des mesures de gestion sur le site pendant 30 ans	EX-Se12 Sécurisation des sites par un contrat ORE



Localisation des mesures de compensation